

DOSSIER

LA TRAITE ARABO- MUSULMANE



Attention, sujet miné ! Longtemps occulté par le commerce transatlantique, l'esclavage en terre musulmane, qui court sur treize longs siècles, commence à peine à être étudié. Une mission ambitieuse pour les historiens mais également un devoir de mémoire pour les millions de victimes de cette prédation de masse.

Bonnes affaires Durant longtemps, le Maghreb se trouve au carrefour du commerce des esclaves, notamment ceux en provenance d'Afrique noire.

• Marché aux esclaves de Marrakech, illustr. tirée du Petit Parisien du 2 juin 1907.

BRIDGEMAN IMAGES





TERRES D'ISLAM, L'AUTRE TRAITE À GRANDE ÉCHELLE

Chape de silence et idées reçues ont longtemps empêché une approche historique de ce phénomène, aussi inhumain et aussi bien organisé que l'esclavage transatlantique. PAR SALAH TRABELSI

Pendant de nombreuses décennies, l'historiographie concernant l'esclavage s'est polarisée sur l'Antiquité gréco-romaine et les Amériques modernes. Du coup, la conception de l'esclavage dans le monde arabo-musulman s'en

est trouvée singulièrement relativisée. On parle alors plus volontiers de « sociétés à esclaves » – pas de « sociétés esclavagistes ». Et on insiste sur l'« esclavage familial » et la domesticité bienveillante. Pour renforcer cette vision, on a estimé que, à l'opposé de l'Amé-

rique du Nord, façonnée par l'esprit du protestantisme et préoccupée par la recherche du profit, les sociétés arabes et européennes ainsi que les colonies ibériques d'Amérique n'auraient connu que des formes d'esclavage paternaliste et intégrateur. Il semblerait que les es-



Exhumé L'ampleur de l'esclavage, attestée du VII^e au XIX^e siècle et sous toutes les dynasties – des Omeyyades aux Ottomans –, demeure encore peu étudiée. • Marché aux esclaves de Constantinople, de William Allan (1838).

claves dans le monde arabo-musulman aient joui du respect de leur personne et bénéficié de droits les mettant à l'abri des violences de leurs maîtres. Argument fragile à l'appui de cette thèse : dans les pays musulmans, il s'agirait d'un esclavage majoritairement féminin et adouci par la faculté accordée aux concubines mères de recouvrer la liberté à la mort de leur maître. Mieux : en sus de ces valeurs de mansuétude, les Arabes auraient de surcroît ignoré les préjugés raciaux.

De toute évidence, ces assertions morales et manichéennes, dressant, d'un

côté, un système inique et cruel et, de l'autre, un esclavage doux et acceptable, n'offrent aucune clé de compréhension objective. Le principal danger de ce type d'approche comparatiste, c'est qu'il ne tient pas compte de la grande disparité des formes de l'esclavage. Et, bien que le sujet reste toujours d'actualité dans certains pays arabes, un constat s'impose : la question fait encore l'objet d'un silence mêlé d'indifférence.

L'historien se trouve pris entre deux écueils. Le premier porte sur la signification des notions de servitude et d'esclavage en pays arabes. Le second, sur les outils méthodologiques et conceptuels. Oui, il faut le dire sans faux-fuyant : le thème embarrasse toujours aujourd'hui, bien que nous commençons à enregistrer quelques avancées. Reste que l'inventaire des travaux est particulièrement pauvre, aussi bien en termes de volume que de contenu. Il est toujours difficile de définir précisément la nature des réticences ainsi que leurs effets sur le plan académique. Une certitude : elles ont contribué à forger un récit sélectif et édulcoré qui masque l'ampleur et les enjeux socio-économiques de la circulation des esclaves et contribue à marginaliser un ressort de l'histoire du monde musulman. Il faut donc le répéter : nous sommes très loin de l'accumulation éditoriale et des puissants programmes des équipes de chercheurs pluridisciplinaires occidentales...

Bien évidemment, les deux types d'esclavage, européen et arabo-musulman, se différencient assez nettement. Impossible d'assimiler les contextes historiques des pays arabes à ceux des plantations du Mississippi ou des Caraïbes. Exemple : l'occupation par les Portugais d'une partie de la côte atlantique marocaine avait affecté l'activité commerciale du pays, provoquant notamment la ruine de la ville caravanère de Sijilmasa. Placés sous la suzeraineté portugaise, les Marocains acceptèrent de coopérer et de fournir de quoi équiper les caravelles en marchandises

destinées à être échangées contre de l'or et des esclaves. Le déclin de Sijilmasa, ce grand comptoir commercial, se traduira par un déplacement des réseaux d'échanges vers l'est. C'est la Libye qui en tirera le plus grand profit, devenant l'épicentre du commerce caravanier arabo-musulman, offrant aux oasis du Fezzan une position centrale qui se maintiendra presque jusqu'à la fin du XIX^e siècle.

PAS DE SYMÉTRIE ENTRE ESCLAVAGE ET NÉGRITUDE JUSQU'AU XIV^e S.

Contrairement aux idées reçues, les faits montrent que, derrière les différences occidentales et arabes, il existe des situations comparables, susceptibles d'être décrites en termes proches. Encore faut-il briser les obstacles intellectuels et retisser – soigneusement – la trame d'un passé qui imprègne toujours notre présent. Les sources arabes et gréco-latines montrent, avec une clarté suffisante, l'ampleur de l'esclavage sous les différentes dynasties califales. On y apprend que la question a tenu une place centrale tout au long des étapes de formation des empires arabes. Aux temps du triomphe des Omeyyades, des Abbassides, des Fatimides et des Ayyoubides, les textes se font l'écho d'une vaste connexion de réseaux de traite aux échelles interrégionale et intercontinentale. De l'Inde à l'Afrique centrale, de l'Espagne à l'Irak. Levier de la puissance de l'État et de l'économie impériale, les esclaves ont très tôt fait l'objet d'une demande immodérée. En variant les contextes historiques et géographiques, les sources documentaires attestent la quête effrénée d'une main-d'œuvre servile appelée à occuper toutes sortes de métiers, qu'ils soient productifs ou non.

À quelques rares exceptions, comme le souligne l'historien américain Moses Finley, spécialiste de l'économie >>>

» antique, «il n'y avait pas d'activité, productive ou non, publique ou privée, plaisante ou désagréable, qui n'ait été exercée par des esclaves». Le seul bémol ici touche aux activités militaires. Il est vrai que, pour les Grecs, la guerre était un domaine sensible, réservé aux seuls citoyens libres. En revanche, dans le monde musulman, les esclaves

pouvaient être enrôlés comme soldats et même occuper des postes de commandement, à l'image des mamelouks et des Slaves. Et ce, même si certains récits laissent penser que, dans l'Arabie ancienne, ils en étaient exclus. Une autre différence porte sur la question de la couleur de peau. Si l'esclavage oriental se différencie bien du

modèle transatlantique, force est de constater qu'il s'apparente clairement à celui de l'Antiquité gréco-romaine. Même si des auteurs anciens, des IX^e et X^e siècles comme al-Jâhiz, Ibn Kutayba ou al-Mas'ûdi, parlent de la prégnance d'un discours franchement racialisé, le recrutement des esclaves n'était pas toujours fondé sur une base phénotypique [les caractères observables d'un individu]. Il serait donc abusif de parler, du VII^e siècle au XIII^e siècle, d'une exacte symétrie entre esclavage et négritude. C'est à partir du XIV^e siècle que la question se pose. D'autant que l'on observe que l'analogie entre «Noir» et «esclave» s'empare des esprits et du vocabulaire dans le monde arabe.

Les Berbères, des captifs devenus marchands

La conquête du Maghreb a été, selon Ibn Khaldun, la plus longue et la plus ravageuse. Dans leurs livres respectifs, l'Égyptien Ibn Abd al-Hakam et l'Espagnol Ibn Idhari évoquent des violences extrêmes et des quotas effarants de captifs durant les soixante-dix années de guerre. Sous le gouvernement de Musa ibn Nuhayr, nommé en 698, Ibn Khaldun évalue entre 70 000 et 100 000 le nombre de captifs berbères et espagnols transférés en Syrie vers 714-715. De son côté, le chroniqueur byzantin Théophane avance le chiffre de 80 000 captifs soumis par le fondateur de Kairouan (670), Uqba ibn Nafi. Dans son histoire sur les Aghlabides de Tunisie, Mohamed Talbi présente quelques indices éclairants sur l'ampleur de cette prédation humaine. D'après ses chiffres, environ 400 000 captifs auraient été, en moins d'un siècle, expédiés en Orient pour y être vendus. Enfin, il faut dire que, une fois leur autonomie conquise, les Berbères, victimes d'hier, ne tardèrent pas à s'ériger eux-mêmes en marchands d'esclaves, transformant leur pays en centre du commerce transsaharien. S. T.

CONQUÊTES ET BUTIN HUMAIN

Bien sûr, l'esclavage n'est pas né avec l'islam. Mais les textes permettent de cerner des transformations importantes de l'esclavagisme antique à la faveur de l'expansion coloniale arabo-musulmane en dehors de l'Arabie. Nous savons que les armées engagées dans la conquête de l'Espagne au VIII^e siècle, sous l'égide de l'affranchi berbère Tariq ibn Ziyad, se composaient d'un grand nombre d'esclaves noirs et berbères. Deux ans plus tard, entre 713 et 715, à la limite nord-est du monde iranien, Qutayba ibn Muslim assiégeait Samarcande avec une armée d'esclaves. Dès lors, ces colonies orientales et occidentales furent astreintes à livrer régulièrement des contingents d'esclaves.

La victoire rapide sur les Empires perse et byzantin a permis l'annexion de riches territoires, allant de l'Atlantique à l'océan Indien. C'est dans cette nouvelle conjoncture que débutera la mise en place progressive des États centralisés musulmans, qui captent des richesses faramineuses et des foulitudes de captifs. La montée en puissance d'une aristocratie militaire a été la première manifestation sensible de ces changements. Une autre inci- »



Rafles massives

En un siècle, aux VII^e et VIII^e s., près de 400 000 Maghrébins sont capturés par les Arabes et envoyés en Syrie notamment.

L'ordinaire de l'esclavage sexuel

Les amours ancillaires, hétérosexuelles ou homosexuelles, sont la norme, tant qu'elles ne mettent pas en péril la société.

La satisfaction sexuelle du maître par l'esclave va tellement de soi dans la société islamique comme dans l'Antiquité qu'on n'épilogue guère à son propos. Les aventures homosexuelles, nombreuses

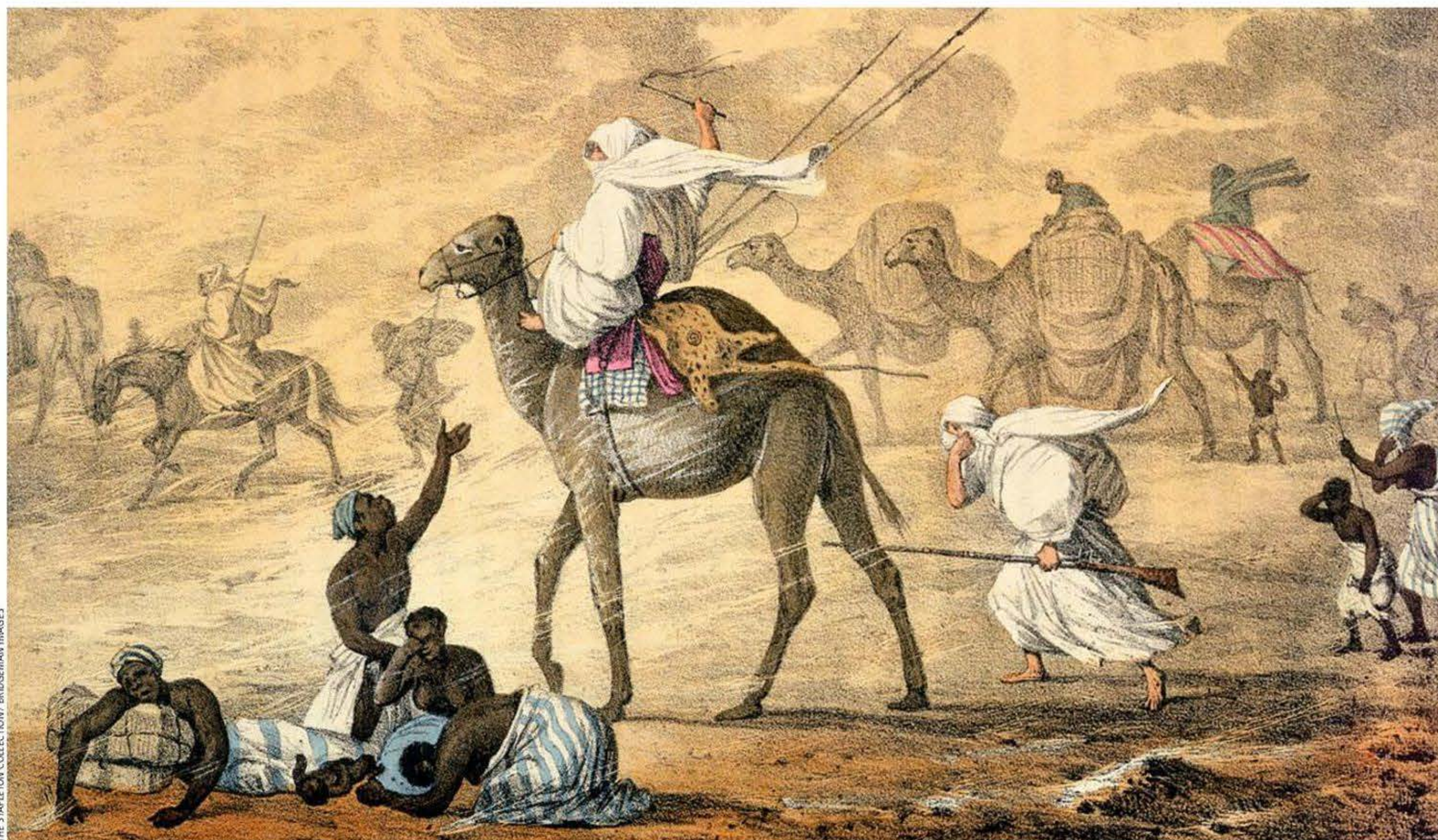
dans les chroniques et plus encore dans les livres d'agrément, mettent en scène des hommes libres, ou plutôt – comme dans l'amour antique – des hommes faits et de jeunes adolescents. Entre un maître et son esclave en revanche, le seul obstacle à craindre, le seul accident qui fasse aventure et littérature est la mort. Ibn al-Athir (1160-1233) nous livre ainsi le récit singulier de la folle douleur du roi d'Azerbaïdjan Jalal al-Dîn à la mort de son eunuque adolescent en 1231. Refusant d'accepter la réalité, le souverain contraint son vizir et ses généraux à s'humilier devant le corps du jeune esclave, et introduit ainsi la révolte dans son armée au moment même où les Mongols l'attaquent. Quelques mois plus tard, il sera tué par l'envahisseur. C'est la morale de cette histoire et la raison de son écriture : il est insensé de faire subir à l'État les dérèglements de l'amour. Les esclaves féminines sont protégées – ou séquestrées –, comme toutes les autres femmes, par le harem. Les conquérir suppose leur assentiment, que les mœurs autorisent, tandis qu'elles puniraient de mort la femme libre qui se laisserait séduire hors du mariage. À Cordoue, au X^e siècle, Ibn Hazm nous raconte, dans son *Collier de la Colombe*, que le poète al-Ramadi rencontra au cimetière une esclave dont il tomba aussitôt amoureux et dont il célébra en vain les charmes. Mais, à ses amis, Ibn Hazm donnait une autre version. Un jour, dans l'antichambre d'une noble famille, al-Ramadi l'avait revue, mais elle était libre, pas esclave et d'une condition très supérieure à la sienne. Al-Ramadi s'enfuit alors et ne fit jamais mention de cette découverte, dangereuse pour lui comme pour elle : on peut donc se dire amoureux d'une esclave ; en revanche, le simple aveu d'un penchant pour une femme libre de haute condition s'avère un crime. Le discours amoureux et sexuel, même celui des souverains,

ne se déploie donc qu'à l'avantage d'esclaves, et certaines tireront un brillant parti – pour elles et pour leur fils – de l'ascendant qu'elles prendront sur les rois leurs amants, à la différence de femmes légitimes, quand il en existe. Le cas le plus spectaculaire au Moyen Âge est sans doute celui de Subh, esclave basque du calife omeyyade de Cordoue al-Hakam II (961-976), qui, à la mort de son maître, impose au califat son fils Hisham encore enfant (976-1013) – et pour régent son probable amant Ibn Abi Amir al-Mansûr (978-1002), terreur des principautés chrétiennes du nord de la péninsule. Des siècles plus tard, une jeune esclave ukrainienne raflée par les Tatars, Roxelane (v. 1505-1558), réussira mieux encore auprès de Soliman le Magnifique : imposer ses fils, se faire épouser et recevoir une sépulture particulière dans la même enceinte que le sultan. **GABRIEL MARTINEZ-GROS**



Humiliation en règle De même que dans la société antique, le corps servile s'offre à la libre disposition du maître.

À partir des années 750, les esclaves, une source d'énergie et de pouvoir apparemment inépuisable, vont se retrouver au centre de la demande pressante de la nouvelle élite arabo-berbère



» dence est la concentration des richesses et des terres entre les mains de ces nouvelles élites. Dès lors, le recours au travail des esclaves, dont le nombre s'est considérablement accru, se fait sentir dans presque toutes les activités de la vie courante, comme l'attestent les nombreux traités juridiques, commerciaux et hagiographiques.

UN ESCLAVAGE SYSTÉMIQUE ET PÉRENNE

Très tôt, les succès militaires des Arabes et de leurs auxiliaires berbères leur ont permis de pénétrer dans l'arrière-pays saharien. Une fois le contact établi avec les rois d'Afrique occidentale et centrale, ces derniers n'hésitent pas à servir, comme aux temps romano-

byzantins, de forces supplétives pour assurer l'approvisionnement en produits locaux et en esclaves. Les guerres ont été pourvoyeuses de grandes richesses et de vastes territoires. Les violences, qui les accompagnent, ont largement aidé à satisfaire les besoins en forces vives. Après la fin des conquêtes, les captifs et les esclaves continueront cependant à être jetés sur les marchés des villes arabes.

À compter de la seconde moitié du VIII^e siècle, l'on voit à l'œuvre une dynamique économique impulsée par de riches possédants. Source d'énergie et de pouvoir, les esclaves vont se trouver au centre d'une demande pressante et durable. Très tôt, le commerce d'esclaves se révèle être une entreprise lucrative. Grands notables, riches négociants, spéculateurs, banquiers et courtiers arabes, omanais, perses,

Sables de sang Les caravanes négrières réalisent leur propre « commerce triangulaire » entre le Mali, la côte méditerranéenne et la péninsule arabique, au prix d'un taux de mortalité parfois inouï.

coptes, berbères, africains, juifs, arméniens, génois, amalfitains, ibériques, francs, russes, turcs s'y livrent avec ardeur et âpreté, assurant au trafic une expansion maximale par terre et par voies fluviales. Les axes caravaniers se doublent d'un trafic maritime offrant des liaisons régulières avec l'Arabie, l'Anatolie, la mer Égée, Malte, les Balkans ou l'Italie.

Hormis les convois exceptionnels, les caravanes rassemblaient en moyenne 200 à 400 dromadaires. En l'espace de douze à dix-huit mois, elles effectuaient une rotation complète reliant Tombouctou »

L'armée des ombres

Les souverains musulmans recourent fréquemment à des soldats enrôlés de force mais pas dénués d'avenir.

Les souverains musulmans se sont entourés d'esclaves soldats pendant plus de dix siècles.

Ce type d'esclaves apparaît dans l'entourage des premiers califes dès le VIII^e siècle. Et les derniers esclaves soldats disparaissent au début du XX^e siècle. Les premiers califes font venir ces hommes des steppes d'Asie centrale. Ils les qualifient de *mamelouks* – « ceux qui sont possédés ». Du XIII^e au XVI^e siècle, les *mamelouks* parviennent à créer leur propre pouvoir : le sultanat *mamelouk* d'Égypte. Au Caire, les *mamelouks* viennent des steppes asiatiques et du Caucase, notamment de Circassie, une région qui a fourni des générations d'esclaves soldats et des concubines, recherchées pour leur beauté.

L'Empire ottoman reconduit l'esclavage militaire à l'époque moderne. De leur apogée (au XVI^e siècle) au XVIII^e siècle, les Ottomans mettent au point une nouvelle technique de recrutement : le *devshirme*. Dans les Balkans, ils lèvent de force des jeunes chrétiens, qui sont conduits à Istanbul. Les Ottomans achètent d'autres recrues du Caucase. Ils reçoivent aussi des garçons et des filles que les corsaires maghrébins capturent sur les côtes espagnoles, françaises, italiennes, maltaises. Si les termes

et les formes de recrutement ont varié, les logiques sont restées les mêmes. Les esclaves soldats sont convertis à l'islam, éduqués dans les langues du pouvoir (arabe, turc ou persan) et promus à de hautes fonctions militaires et administratives. Après un certain nombre d'années de service, ils peuvent être affranchis puis faire souche dans leur pays d'accueil. Leurs enfants ne peuvent exercer les mêmes fonctions car nés musulmans et libres. De fait, à chaque génération, il faut rechercher de nouveaux esclaves soldats hors des empires musulmans.

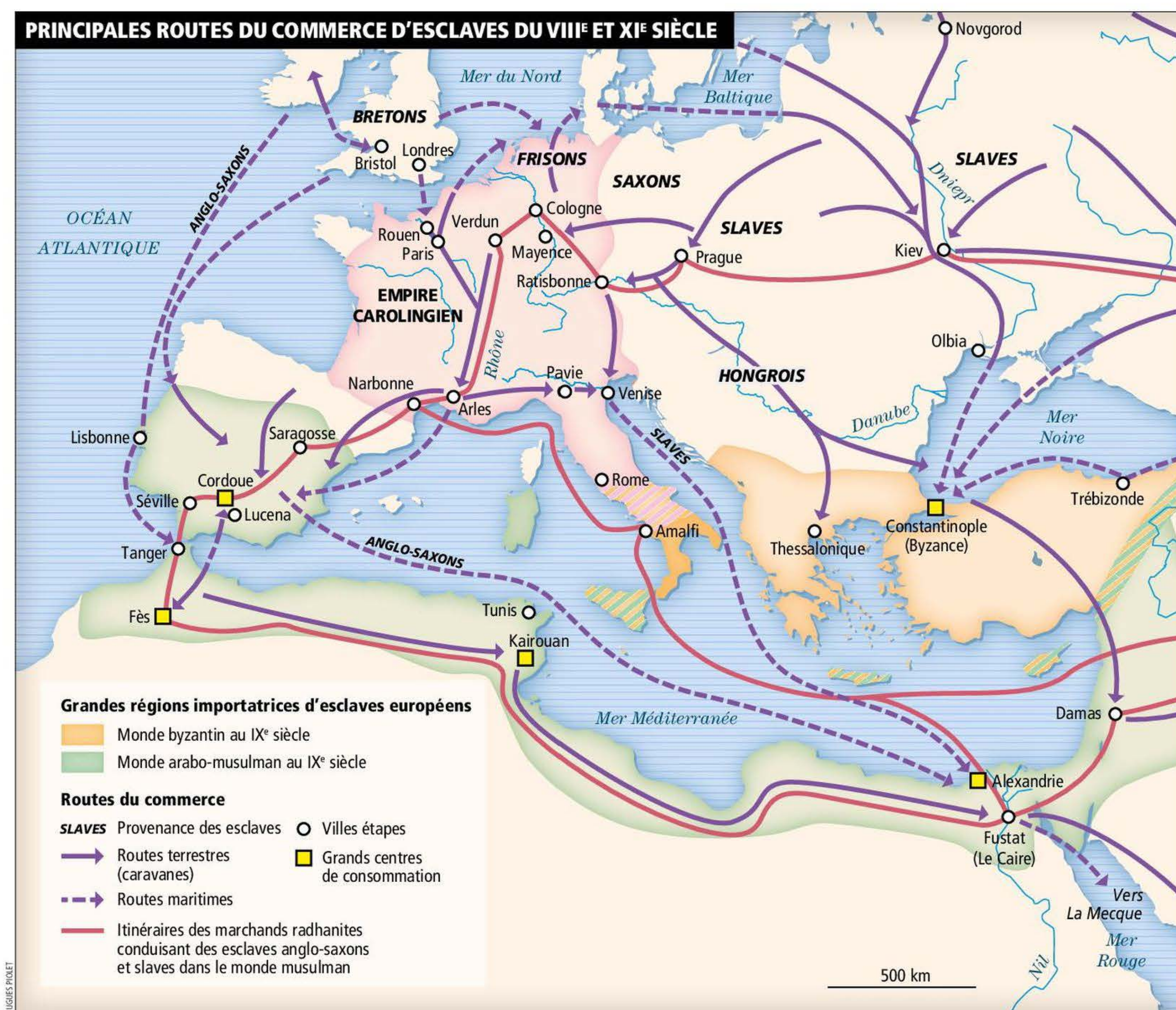
Les souverains musulmans ont rarement promu des corps d'esclaves soldats noirs, à l'exception notable des *abid al-bukhari*. Formée par les sultans du Maroc, du XVI^e au XIX^e siècle, cette troupe était composée d'esclaves achetés en Afrique de l'Ouest mais aussi d'affranchis noirs nés au Maroc, contraints à servir le pouvoir en dépit de leur statut d'hommes libres. Comme si, à l'exception du Maroc et de quelques eunuques ottomans, les Noirs n'étaient pas jugés dignes de représenter leur souverain aux plus hautes charges. Les esclaves soldats disparaissent au XIX^e siècle, les Britanniques bannissant alors la traite des rives nord de la Méditerranée. Et, surtout, les souverains musulmans n'ont plus besoin de ces esclaves pour diriger leurs armées et les administrations. Ils promeuvent désormais parmi les hommes libres de plus en plus de fonctionnaires et d'officiers des armées régulières. M'HAMED OUALDI



En selle Ce dessin tiré d'un manuel de cavalerie (1371) montre des *mamelouks* à l'exercice sur des chevaux barbes, typiques d'Afrique du Nord.

LES GRANDS CIRCUITS DE LA TRAITE

À l'origine de la richesse des pays du Levant? Le commerce à grande échelle des êtres humains – Européens, Slaves et Africains... PAR SALAH TRABLESI

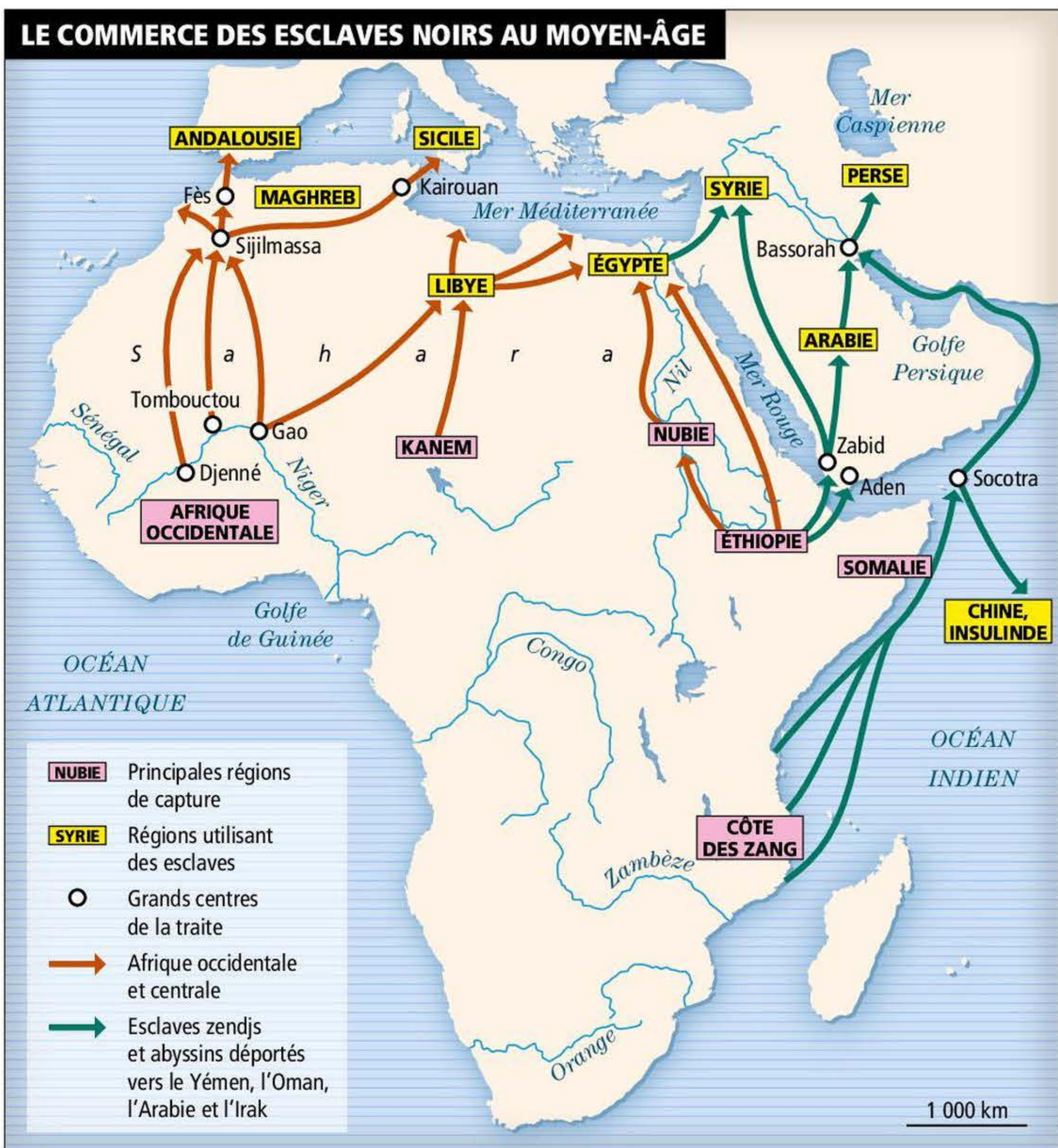
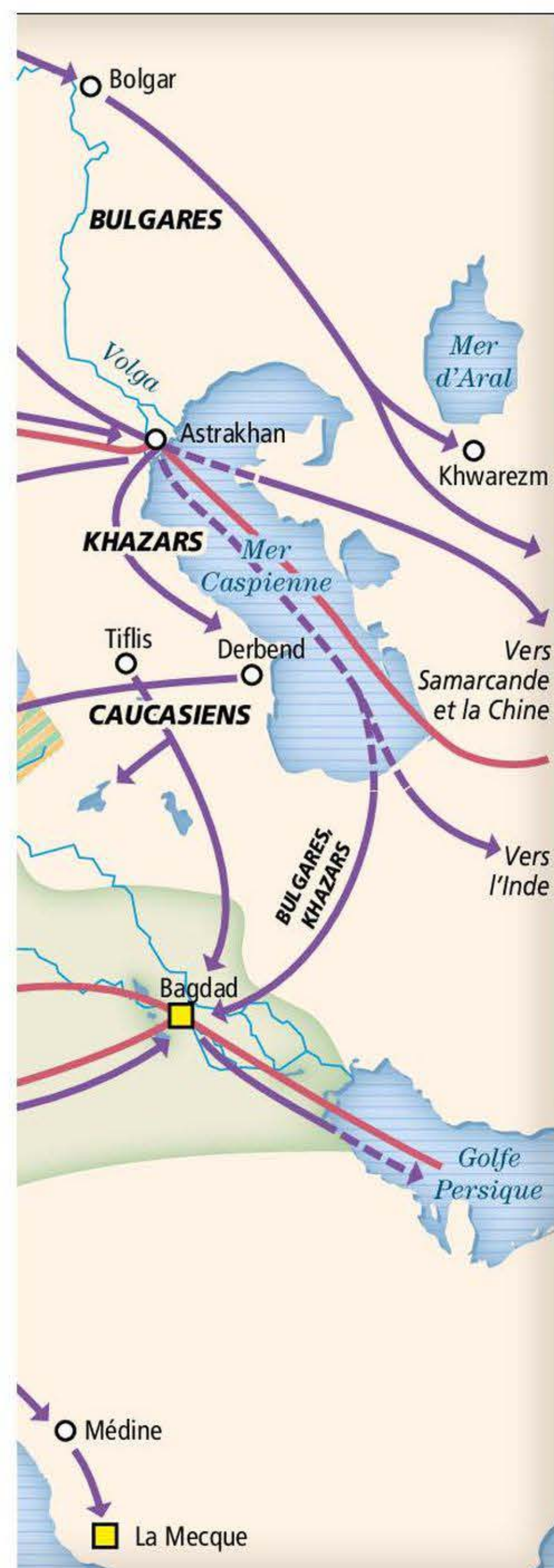


Le parachèvement des conquêtes et l'émergence des premiers empires musulmans ont été à l'origine de nouvelles dynamiques économiques à l'échelle internationale. Dès la fin du VIII^e s., les métropoles orientales se sont transformées en centres d'accueil des courants d'échanges commerciaux à longue et à moyenne distance. L'économie « mondiale » en fut profondément marquée d'autant plus que les échanges, transitant par l'océan Atlantique, la Méditerranée, le Danube, les fleuves russes, le monde turco-iranien et l'Afrique noire, étaient

organisés en fonction des besoins des pays du Levant. Les sources gréco-latines et arabes attestent la vigueur des échanges au long cours. Or il s'avère que les esclaves en avaient constitué le principal poste de transaction. Aux vastes colonies d'esclaves importées par des marchands berbères et arabes, depuis le Sahara, l'Afrique orientale et l'Asie centrale, il faudrait ajouter les bassins d'importation européens. L'importance stratégique de ces marchés est affirmée par la montée en puissance des cités italiennes (Venise, Naples, Amalfi, Bari...) et de leurs réseaux réguliers avec Byzance, le Maghreb, l'Égypte, l'océan Indien et l'Extrême-Orient. En partance pour Jérusalem, le moine Bernard raconte avoir vu, en 870, plusieurs milliers d'esclaves embarqués à Tarente à

bord de navires faisant voile vers Tripoli et Alexandrie. Par ailleurs, les données fournies par Ibrahim ibn Ishaq al-Israili, émissaire du calife de Cordoue auprès de l'empereur Othon I^{er}, qui parcourut l'Europe en se livrant lui-même au commerce des chevaux et des esclaves, apportent de précieux témoignages sur Bordeaux, Noirmoutier, Rouen, Utrecht, Mayence, « où l'on y voit des dirhams musulmans, frappés à Samarcande ». Prague est décrite comme le foyer central du commerce portant sur les esclaves slaves et les produits d'Orient. Pendant le haut Moyen Âge, l'essentiel des importations des îles Britanniques destinées à l'Empire carolingien était constitué d'esclaves anglo-saxons. Ils étaient ensuite réexpédiés par des marchands chrétiens et juifs radhanites vers

al-Andalus, en échange de l'or musulman et des denrées orientales. Verdun constitua, durant plusieurs siècles, l'une des principales artères d'exportation des esclaves, via Langres, Lyon, Arles et Narbonne. Vers le début du IX^e s., saint Agobard, évêque de Lyon, adressa des doléances acerbes à Louis le Pieux pour protester contre les licences royales permettant aux marchands du palais la vente d'esclaves aux musulmans. Plus d'un siècle plus tard, Liutprand de Crémone, plusieurs fois ambassadeur à Constantinople, témoigne de la continuité du trafic à Verdun. En dépit des conflits intermittents, la Méditerranée, la mer Rouge et l'océan Indien étaient sillonnés par des marchands francs, italiens, byzantins, arabes, juifs, berbères et orientaux.



» (Mali), Gao (Mali), Ghadamès (en Libye) au Tafilalet (sud-est du Maroc), Touat (dans le Sahara algérien), Mzab (dans le bas Sahara algérien), Gabès (Tunisie), Tunis, Tripoli (Libye); le Kanem et Bornou (tous deux entre Tchad et Nigeria) à Mourzouk (Libye), Ghadamès et Tripoli (Libye); le Ouaddaï (au Tchad) à la Cyrénaïque, Siwa et Alexandrie, Le Caire, Djedda et enfin La Mecque.

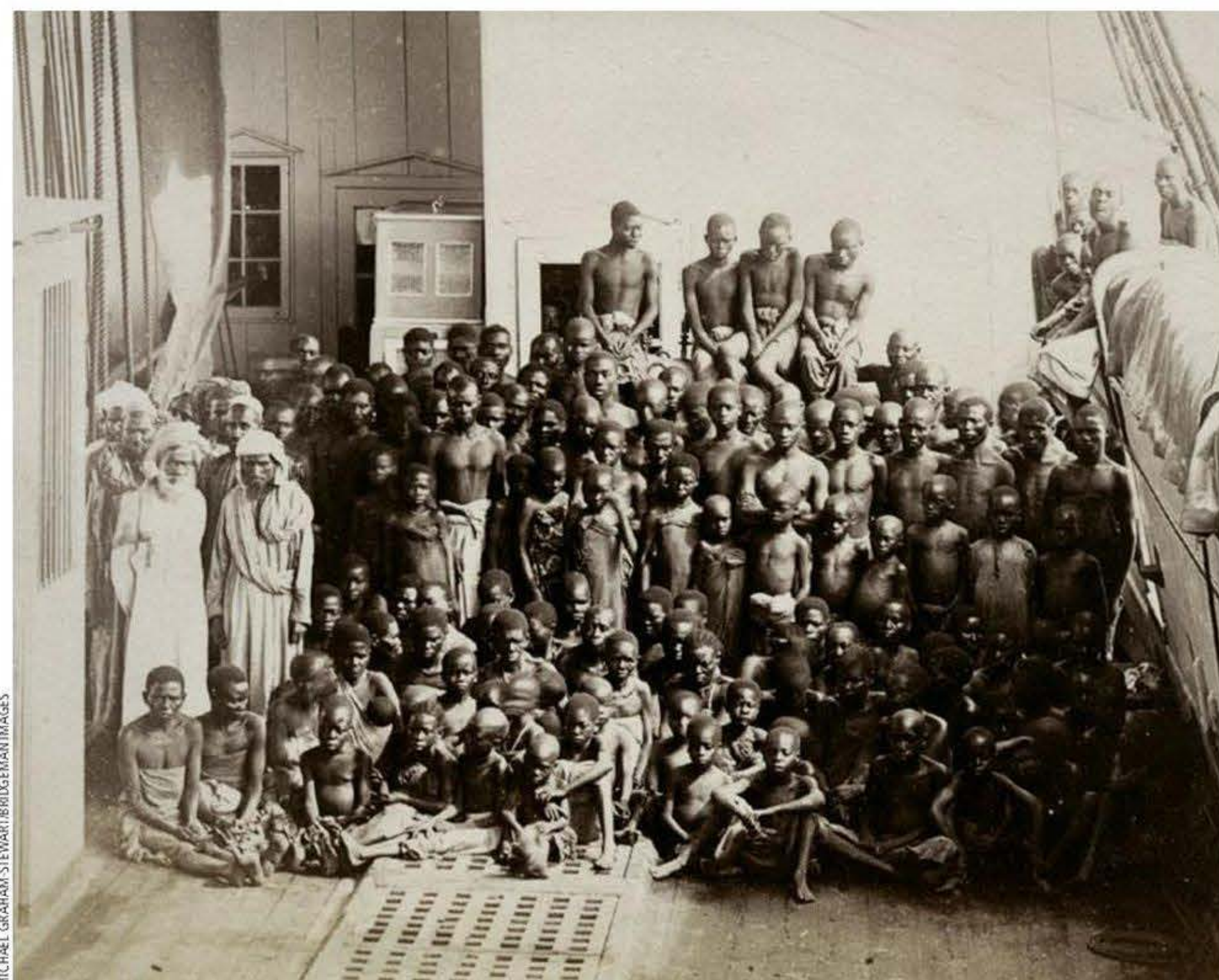
L'histoire de la traite arabo-musulmane ne s'arrête pas là: avant le recul final entamé au début du XX^e siècle, les traites connaîtront un important regain entre le XVIII^e et le début du XIX^e siècle, sous l'impulsion des Omanais, pour les besoins de l'agriculture du pays et des colonies swahilies. Les textes parlent de l'installation massive d'une main-d'œuvre servile à Pemba et à Zanzibar, liée à une hausse de la demande de denrées céréalières dans la péninsule arabique. Le mouvement s'accroît avec l'introduction du giroflier, qui fit de Zanzibar le plus grand exportateur du clou de girofle dans le monde (*lire p. 36-39*). Le commerce

d'esclaves était également stimulé par les contrats de livraisons annuelles d'esclaves conclus, entre autres, avec les Français, surtout entre les années 1775 et 1810. Après la guerre de Crimée (1853-1856) et celle de Sécession (1861-1865), l'Égypte profita du boom de la culture du coton et des opportunités offertes par le commerce international pour financer la modernisation du pays, en augmentant les effectifs d'esclaves noirs, notamment employés dans les cultures cotonnières et sucrières du pays.

Enfin, il ne faudrait pas oublier les formes modernes d'esclavage (*lire p. 47*), avec la reprise de la traite au début du XX^e siècle, réactivée en parfaite entente avec l'Aramco (la compagnie nationale saoudienne d'hydrocarbures) dans la péninsule arabique pour les besoins de l'industrie pétrolière. Malgré les écueils, écrire l'histoire des groupes serviles dans le monde arabo-musulman permet ainsi de réexaminer les tableaux souvent réducteurs concernant l'histoire des esclavages... ♦

Les négriers africains musulmans

Dans une économie à l'échelle de trois continents, tout le monde peut vendre tout le monde, quitte à devenir esclave à son tour.



Libération en chaîne Le 20 octobre 1880, à bord du navire *HMS London* prennent place une centaine d'anciens esclaves sauvés par un officier colonial en poste au Nigeria, Charles Stewart Smith. À cette époque, une partie de l'Égypte repose encore en partie sur la main-d'œuvre servile.

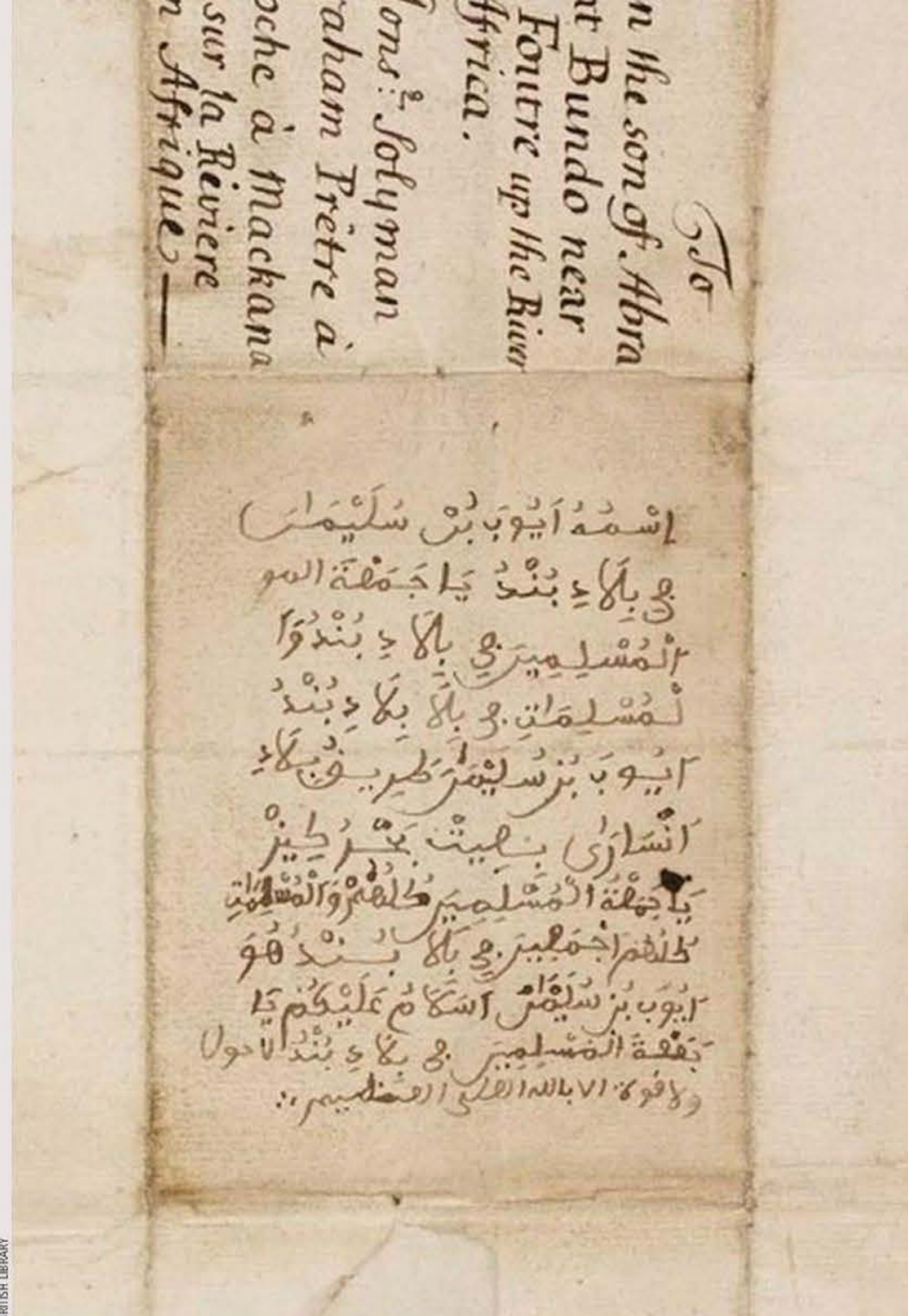
WIKIMEDIA



Les Européens, décimés par le paludisme, ne pénétrèrent pas à l'intérieur du continent africain avant de faire usage de la quinine, à partir des années 1830. Les Arabes d'Afrique du Nord et les Berbères, circulant dans le désert grâce au dromadaire (introduit par les Romains), avaient été les premiers négriers vers la Méditerranée. La jonction fut réalisée en 1410 quand les Portugais débarquèrent à Ceuta. Vers 1441, sur la côte mauritanienne, le capitaine Antão Gonçalves acheta à des Maures (Berbères musulmans métissés) venus du royaume du Mali ses premiers esclaves noirs ainsi que de l'or. Le contact était établi entre le commerce transsaharien et le commerce atlantique des cuirs, des chevaux, du blé du Maroc, à échanger contre l'or africain. Les explorateurs étaient connectés par un réseau de routes et d'informations commerciales et géographiques qui reliaient le monde arabo-musulman au monde africain subsaharien et au monde occidental, celui-ci concentré sur Lisbonne, Marseille et Amsterdam. Le long de la côte occidentale, jusqu'au cap de Bonne-Espérance (atteint en 1488), puis vers l'océan Indien après 1498, les navires portugais nouent des contacts commerciaux pacifiques. Les chefs côtiers recherchaient leurs produits manufacturés : « pacotille » (souvent des biens de luxe), tissus, armes échangés dans l'arrière-pays contre les esclaves à exporter. Les Portugais distinguaient les *Mouros brancos* et les *Mouros negros* – les seconds mis en esclavage par les premiers ; un notable *Mouro branco*, fait prisonnier par les Portugais vers 1440 sur la côte mauritanienne, échangea sa liberté contre cinq ou six *Mouros negros*, gardant pour lui ses esclaves blancs.

Des animaux cannibales...

Les *Mouros negros* pratiquaient aussi la traite : le Vénitien Ca'da Mosto reçut d'un seigneur africain une centaine d'esclaves contre sept chevaux valant 300 ducats. Chez les *Tucurois* [« Toucouleurs »], le troc était de « six, sept esclaves pour un cheval de peu de valeur », rapporte un Portugais. Notons enfin que l'historien et philosophe arabe Ibn Khaldun (1332-1406) les considérait comme « un peuple différent de tous les autres. [...] Ils sont noirs et dépourvus de raison. Ils mangent les étrangers chaque fois qu'ils le peuvent ». Il n'exceptait de son mépris que les souverains du Soudan : « Au sud du Nil se trouve un peuple noir appelé les Lamlam. Ils sont païens. [...] Ils constituent la masse ordinaire des esclaves [du Ghana et du Tekrou] qui les capturent et les vendent à des marchands qui les transportent vers le Maghreb. Au-delà, vers le sud, il n'y a pas de civilisation à proprement parler. Les êtres y sont plus proches d'animaux muets que d'humains doués de raison. [...] Ils se mangent fréquemment les uns les autres. »



Tel est pris... Hyuba, négrier peul né vers 1702, est à son tour capturé par des marchands mandingues et expédié aux États-Unis. S'adressant à ses parents, qui rachèteront sa liberté, il écrit : « Il n'y a rien de bon dans les pays des chrétiens pour un musulman. »

Entre 1730 et 1860, en Amérique du Nord, ont été collectés les récits d'au moins 75 esclaves arabisants. Leurs dires démontrent l'intensité des liens entre les traitants (et parfois les esclaves) africains et le monde extérieur. Le sultan du Fouta-Djalon (peuplé de Peuls musulmans) envoyait ses agents vendre des esclaves sur la Côte-de-l'Or [actuel Ghana] : Hyuba, né vers 1702 d'un Peul lettré, fut chargé, en 1730, d'aller vendre deux « nègres » sur la rivière Gambie, à quelque 350 kilomètres de là, en échange d'un chargement de papier apporté par un navire anglais. C'est lui que des marchands d'esclaves mandingues vendirent à un certain capitaine Pike (ne lui laissant qu'une semaine pour obtenir une rançon de son père), qui l'embarqua pour la Pennsylvanie. Grâce à une lettre en arabe transmise à la Royal African Company de Londres via son maître, il n'y resta que trois ans (1731-1734). Renvoyé en Gambie, il s'associa sur place à l'agent négrier anglais, échangea contre un cheval ce qu'il avait rapporté de Londres et acheta une femme esclave, ce qui démontre clairement les liens qui se nouaient entre gens d'affaires des trois continents. CATHERINE COQUERY-VIDROVITCH

DANS L'ENFER DES MARAIS DU BAS IRAK

Dans une nature hostile, paysans puis esclaves africains et indiens transforment, au prix de leur vie, des terres désolées en un grenier à blé.

PAR SALAH TRABELSI

Plus que tous les autres pays du Proche-Orient, et encore mieux que l'Égypte et son Nil, l'Irak est le pays le plus riche en terres et en eau. Dès le début de la conquête de la basse Mésopotamie, les Arabes lui ont attribué le nom de *Sawad* (« Terres noires »), en raison de l'exubérance des cultures dans ses plaines irriguées par le Tigre et l'Euphrate. Ce territoire immense (environ 50 000 km²) offre les terres les plus adaptées aux multiples variétés de cultures. Situé au carrefour des principales métropoles urbaines du Proche-Orient, il dispose de grands axes routiers et maritimes, favorisant des liaisons directes avec l'océan Indien et l'Extrême-Orient.

La richesse prodigieuse des sols est cependant mise à mal par les violentes crues des deux fleuves. Les changements soudains de leurs cours et les désastreuses inondations, qui s'étendent parfois sur des dizaines de kilomètres, sèment la ruine et la désolation, anéantissant les cultures, saccageant les habitations et les réseaux d'irrigation. À ce fléau s'ajoute une forte salinité des terres, aggravée par d'importantes couches nitrées. Dans cette zone d'accumulation alluviale, les eaux des fleuves forment des deltas successifs et se perdent dans les lacs et les marais

qui caractérisent le plat pays. Une partie considérable des terres se trouvent ainsi impropres à l'agriculture, en l'absence d'une politique volontariste d'aménagements hydrauliques, d'autant plus que le régime des pluies est décalé par rapport à la saison de mise en culture. Pour dompter ces fleuves nourriciers, préserver le travail humain et l'expansion des cultures, il a fallu, constamment, élever des digues, creuser des canaux et – surtout – disposer d'immenses réserves de main-d'œuvre. Dès la plus haute Antiquité, la question préoccupe les dirigeants. En témoigne le Code d'Hammourabi (1760 av. J.-C.). Les descriptions des auteurs arabes décrivent le bas Irak comme la province la plus prospère et la plus riche en culture et en contributions. D'après l'historien Al-Baladhuri, le pays mésopotamien aurait connu une crue concomitante du Tigre et de l'Euphrate qui dévasta les cultures et noya plusieurs circonscriptions foncières. Cette catastrophe serait survenue en 628, sous le règne du dernier roi perse et peu de temps avant la conquête arabe. L'auteur rapporte que le souverain, qui s'était déplacé en personne sur les lieux pour faire obturer les brèches, aurait fait placer en tas de l'argent sur un tapis de cuir et exigea la mobilisa-

tion d'un nombre considérable d'ouvriers. L'on dit qu'à propos d'une seule digue il aurait fait exécuter 50 ouvriers, coupables de mollesse.

Les Omeyyades ont été les premiers à remettre en route l'assèchement des marais, interrompu par l'invasion arabe. En accédant au trône, le calife Mu'awiya (qui règne de 660 à 680) nomme un directeur du cadastre, Abd Allah ibn al-Darradj. Celui-ci engage alors un vaste plan de développement régional et recrute de nombreux esclaves. Il fait construire des digues et multiplie les voies d'irrigation, ce qui permet d'augmenter la superficie des terres arables et de dégager un revenu annuel substantiel de « quinze millions de dirhams ». Mais, en 701, de violentes inondations frappent le sud de l'Irak. À vrai dire, ces dévastations surviennent en 690 à la suite de la première révolte des esclaves zendj, originaires d'Afrique et employés dans la vallée de l'Euphrate. Les textes parlent du coup d'éclat de quelques bandes de marrons, excédés par la faim et les cadences infernales du travail dans les salpêtrières. En 695, les esclaves font à nouveau parler d'eux. C'est alors au nouveau gouverneur de l'Irak, Al-Haggag, de faire face à leur fronde et au déchaînement des eaux.

Endiguer les fleuves... et les révoltes !

De retour à Basra, après une longue campagne militaire contre l'anti-calife de La Mecque, Al-Haggag charge son préfet de police de la lutte contre les esclaves. Mais ces derniers, plus agueris que par le passé, se choisissent un chef surnommé Shir Zendji (« le Lion des Zendj »). L'expédition gouvernementale échoue, la troupe omeyyade est taillée en pièces et son commandant, mis à mort. Une nouvelle armée, sous la conduite de Kuraz al-Sulami, est alors mobilisée avec des renforts venus de toutes les provinces. Al-Sulami prend en main la direction des opérations et finit par mater la rébel-



lion, contraignant la majeure partie des esclaves à regagner l'enfer des marécages. Mais les campagnes, dévastées par la rupture des digues, le saccage des jardins et des récoltes, ne sont plus qu'un vaste champ de ruines.

Al-Haggag déploie alors toute son énergie pour redonner vie à ces contrées désolées. Il décide de continuer les chantiers engagés par ses prédécesseurs – il est surtout question de creuser un canal, dérivé de l'Euphrate. Or une montagne fait obstacle à l'ouvrage et il faut ouvrir un passage pour l'eau afin d'arroser les terres et les cultures situées en aval de la nouvelle ville de Wasit. Les ingénieurs se montrent sceptiques, en raison du manque de moyens humains et financiers. Al-Haggag ne se laisse pourtant pas décourager. Pour mener à bien ce projet et préserver ses finances, il décide de réduire drastiquement les coûts d'entretien alimentaire des esclaves. Une fois évalués les besoins requis, par jour et par travailleur, il recommande de fixer

Sang et eau L'irrigation et le drainage de ces champs inondables nécessitent un soin constant, fourni par une main-d'œuvre servile. Et, en cas de conflit, ils redeviennent bien vite des marécages stériles...

GEORG GERSTER/GAMMA-RAPHO

la part de chaque ouvrier au prorata de l'effort fourni et de la quantité de terre dégagée. Un budget d'environ un million de dirhams est affecté aux travaux de réparation. Mais la somme s'avère insuffisante. Finalement, c'est le frère du calife qui accepte de prendre, à son compte, les frais de remise en état des districts sinistrés, à condition de s'adjuger, une fois l'argent dépensé, toutes les terres restées inondées. D'après les chroniqueurs arabes, ce prince s'appropriera ainsi plusieurs districts attenants les uns aux autres.

Pour remédier au manque de bras, Al-Haggag décida de mettre fin à l'exode rural. Il força les villageois déjà émigrés dans les villes à retourner dans les campagnes. Plusieurs dizaines

de milliers d'entre eux furent marqués d'un tatouage indélébile et reconduits pour être attachés à la glèbe. En même temps, il ordonna le transfert, dans les marais, de peuplades indiennes : des Zott faits prisonniers dans le Sind [dans l'actuel Pakistan]. Le préfet espérait ainsi juguler le déficit en main-d'œuvre et, en même temps, affaiblir la cohésion ethnique des esclaves, jugés indociles et factieux.

Les travaux d'assèchement et de développement agricole furent poursuivis durant le long règne (691-743) du calife Hisham. À l'époque abbasside, des travaux de grande envergure furent relancés pour colmater des terres et créer de nouveaux domaines fonciers. Mais, de 869 à 883, la troisième révolte des Zendj (*lire l'encadré page suivante*) contraria gravement les projets d'opulence et de puissance de l'empire. Et, dès le milieu du XIII^e siècle, l'invasion des Mongols et les destructions qui en résultèrent finirent de ruiner profondément la région. ♦



Debout Raflés sur les côtes d'Afrique orientale puis soumis à des conditions de vie inhumaines, les Zendj se rebelleront trois fois.

La révolte des Bantous du bas Irak

Au IX^e siècle, ces esclaves prennent les armes et font trembler le califat, avant de finir massacrés.

C'est sous le règne du calife abbasside al-Mu'tamid, et trente-cinq ans après la mutinerie des esclaves indiens Zott, qu'éclate la troisième révolte des Zendj. Cette guerre sociale, qui s'étend sur plus de quatorze ans (869-883), a été la plus longue et la plus meurtrière des révoltes serviles de l'histoire médiévale. Elle constitue alors la plus grande menace pour l'État abbasside, montrant ainsi la place centrale occupée par les esclaves dans l'économie califale. Ces événements donnèrent lieu à un triste bilan variant, selon les auteurs, entre 500 000 et deux millions de morts.

Au départ simple sédition d'un petit groupe de fugitifs, la révolte grossit et se répand comme une tache d'huile à travers l'Irak méridional. Rapidement, les esclaves prennent possession du bas Irak, du Khuzestan et sont à deux doigts de s'emparer de Bagdad. Ils réussissent même à bâtir des villes nouvelles – dont al-Mukhtara, leur capitale – et frappent leur propre monnaie, symbolisée par le dinar, une pièce en or, fleuron du pouvoir insurrectionnel. Le terme « Zendj » qualifie souvent les individus de couleur noire. Plus précisément, il désigne les esclaves bantous, venus d'Afrique orientale, du côté de Zanzibar. Ces derniers sont importés de longue date pour être employés comme terrassiers, dans le Sawad d'Irak,

une zone humide et marécageuse. Placés sous l'autorité d'intendants implacables, répartis en équipes de 500 à 1 000 esclaves, ils travaillent à assécher les terres nitreuses et salées, creusant des digues et des canaux d'irrigation dans une zone au climat chaud et insalubre et où le Tigre et l'Euphrate viennent mêler leurs eaux, avant de se jeter dans le golfe Arabo-Persique. Ces grands aménagements hydrauliques sont alors réalisés surtout pour le compte du gouvernement, soucieux d'acclimater des cultures lucratives à haute rentabilité, comme la canne à sucre et le coton. Selon la chronique d'al-Tabari, contemporain des événements, rien que pour la seule journée du 12 septembre 869, 15 000 esclaves se sont rassemblés dès l'aube sur les chantiers proches des berges du Tigre, avant de rejoindre la rébellion. L'auteur décrit les violences, la misère et le mépris, lot quotidien des esclaves traités comme une force animale. Il montre qu'ils n'étaient pas isolés et qu'ils ont reçu le soutien des fermiers pauvres, des paysans sans terre et des journaliers des environs. Un des faits marquants de la révolte est la présence de personnages issus des classes supérieures dissidentes, dont Ali ibn Muhammad, un érudit charismatique qui, par opportunisme, se met à la tête des rebelles. Il le restera jusqu'à la fin tragique de la révolte, en novembre 883. Des milliers de rescapés fuient dans le désert, beaucoup meurent de soif, d'autres sont capturés par les Bédouins. Deux ans après cette sanglante défaite, une nouvelle émeute éclate en 886 près de Wasit. Mais elle est sauvagement étouffée par l'armée. ♦ SALAH TRABELSI

LA GRANDE ÉVASION D'UNE ESCLAVE

En 1887, une jeune femme noire, après avoir échappé à ses geôliers libyens, sera émancipée par les autorités françaises de Tunisie. PAR SALAH TRABELSI

Parmi les nombreux dossiers des archives de Tunis relatifs à l'esclavage, il se trouve un télégramme envoyé du bureau de poste de la ville de Gafsa (sud-ouest de la Tunisie) et datant du 21 avril 1887. Cette dépêche est adressée par le contrôleur civil de la région au ministre, résident général du gouvernement français à Tunis. Il fait état de la déclaration d'une jeune esclave noire (*chouchâna*), âgée d'environ 29 ans, nommée Haoua bent Mohammed et rescapée d'une caravane venue de Libye. Trouvée dans un état pitoyable, à peine vêtue, elle souhaitait être acheminée vers Tunis.

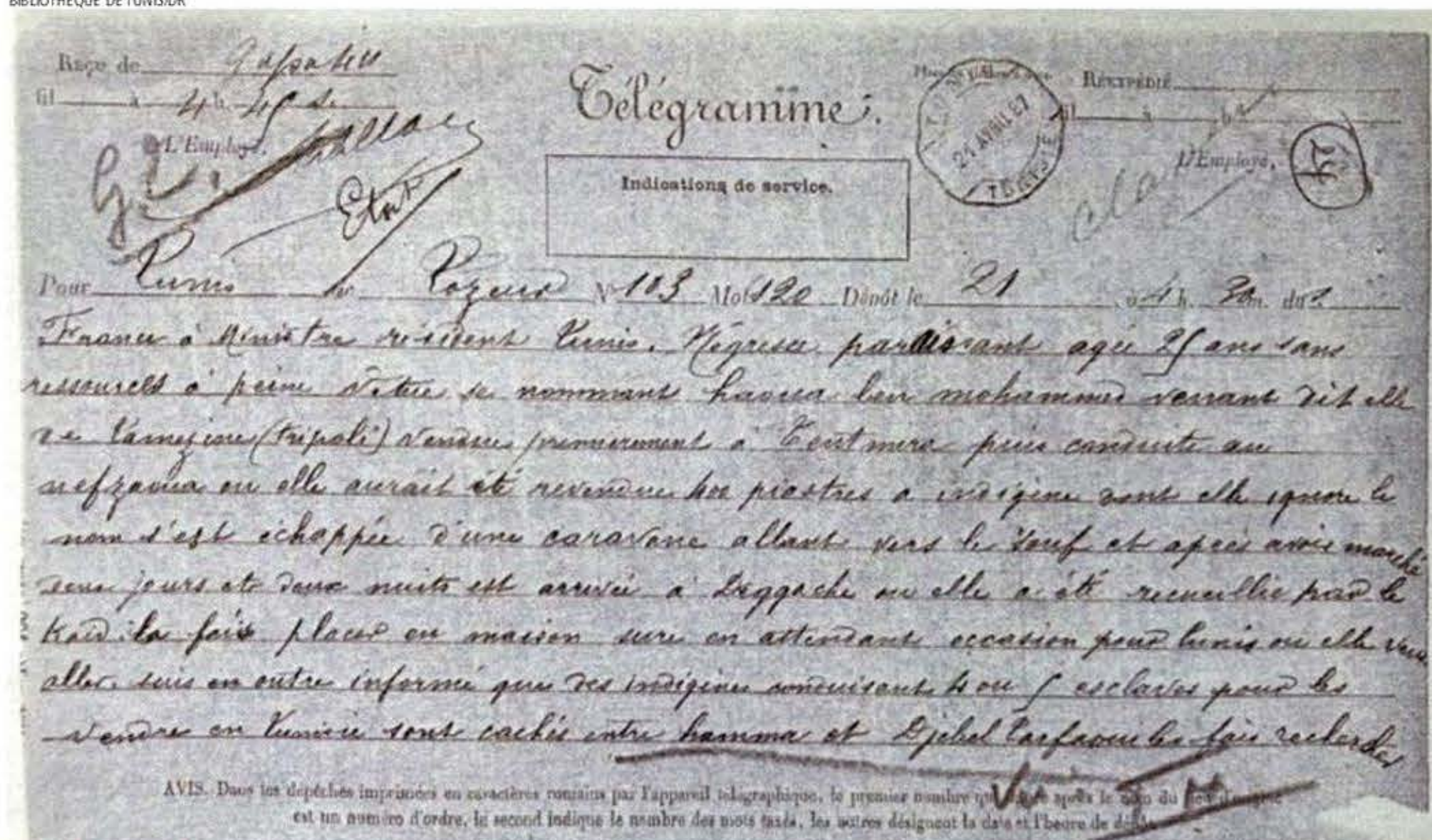
Elle expliqua au *gaïd* (chef militaire) que, ayant réussi à tromper la vigilance des marchands, elle marcha pendant deux jours et deux nuits jusqu'à la localité d'El-Ouidiane, dans les environs de Deguèche (une ville située à une dizaine de kilomètres de Tozeur), centre oasien et port d'arrivée du commerce transsaharien. Elle a été, précise-t-elle, amenée d'Amezine (Tripoli) et vendue une première fois à Tentamira, puis conduite dans la région des Nefzaoua, où elle a été revendue, pour 400 piastres, à un Tunisien dont elle ignorait le nom. Celui-ci la confia à une autre caravane qui conduisait aussi des esclaves vers le Souf (nord-est du Saha-

ra algérien). Après sa déposition, elle fut placée en dépôt dans une maison de Tozeur en attendant les instructions des autorités centrales. En réponse à sa requête, le gouvernement estima qu'il lui était possible de se rendre à Tunis, sous réserve qu'elle prenne en charge elle-même les frais de voyage et de nourriture. Mais, vu son état, on demanda au contrôleur civil de la retenir et de la mettre au service d'une famille « convenable ». Le 7 mai 1887, une ordonnance administrative lui accordait l'émancipation, avec la recommanda-

tion formelle, à l'adresse du *gaïd*, de la lui remettre en main propre et de lui trouver une bonne famille susceptible de l'engager comme domestique. Un autre document, figurant en annexe du dossier, signale la présence d'une autre caravane, conduisant des esclaves dans les environs d'El-Hamma et du djebel Al-Tarfaoui. Il est précisé que le chef des *'abid* (l'eunuque chargé des affaires d'esclaves) avait été informé de l'évasion de quelques esclaves dans les districts d'El-Ouidiane et d'Ouled-Hadef. Or les deux méharistes, envoyés à leur recherche, ne trouvèrent ni la trace de la caravane ni celle des rescapés. Il est fort probable qu'ils aient été tout simplement appréhendés et remis dans les circuits de traite clandestine.

De toute évidence, cette affaire est loin de constituer un cas isolé. Tout au contraire, les documents d'archives le montrent assez clairement; il s'agit d'une affaire ordinaire et, somme toute, assez « banale ». Les passages de caravanes étaient fréquents. Les marchands n'hésitaient pas à recourir aux tribunaux pour régler des litiges à propos de ventes ou d'achats d'esclaves – et ce, quarante ans après la première abolition tunisienne, en 1846, et alors que l'Algérie et la Tunisie étaient des colonies françaises. ♦

BIBLIOTHÈQUE DE TUNIS/DR



Noir sur blanc Par ce télégramme (21 avril 1887), les autorités françaises sont prévenues de la présence, à Gafsa (Sud tunisien), d'une jeune esclave ayant échappé à une caravane à destination du Souf algérien.

VOYAGE SANS RETOUR POUR ZANZIBAR

L'archipel de l'océan Indien devient, sous la férule omanaise, un immense marché aux esclaves alimenté par des raids menés sur le continent par des ethnies africaines. PAR MARIE-CLAUDE BARBIER-MOSIMANN

La traite arabo-musulmane a concerné une grande partie du territoire africain au nord du Zambèze, le grand fleuve d'Afrique australe. Elle commence dès le début de l'islam, au VII^e siècle, et se poursuit jusqu'à la fin du XX^e siècle, se divisant en plusieurs volets: trans-saharien, sahélien, nilotique (ce dernier devenant florissant sous les Ottomans) et, le moins connu, le littoral de l'océan Indien, dont Zanzibar était la plaque tournante. À la fin des années 1850, deux explorateurs britanniques pionniers, John Speke et sir Richard Burton – missionnés pour identifier de possibles grands lacs, cartographier la région et éventuellement trouver les sources du Nil –, alertent leur gouvernement sur les ravages de cette traite.

PVDE/BRIDGEMAN IMAGES



Scandale Vers 1860, des photographes immortalisent dans la ville de Zanzibar (*en haut, à dr.*) un sinistre spectacle: des captives sur le point d'être vendues par un marchand. Clichés et témoignages conduiront, sous la pression européenne, à l'abolition de ce commerce.

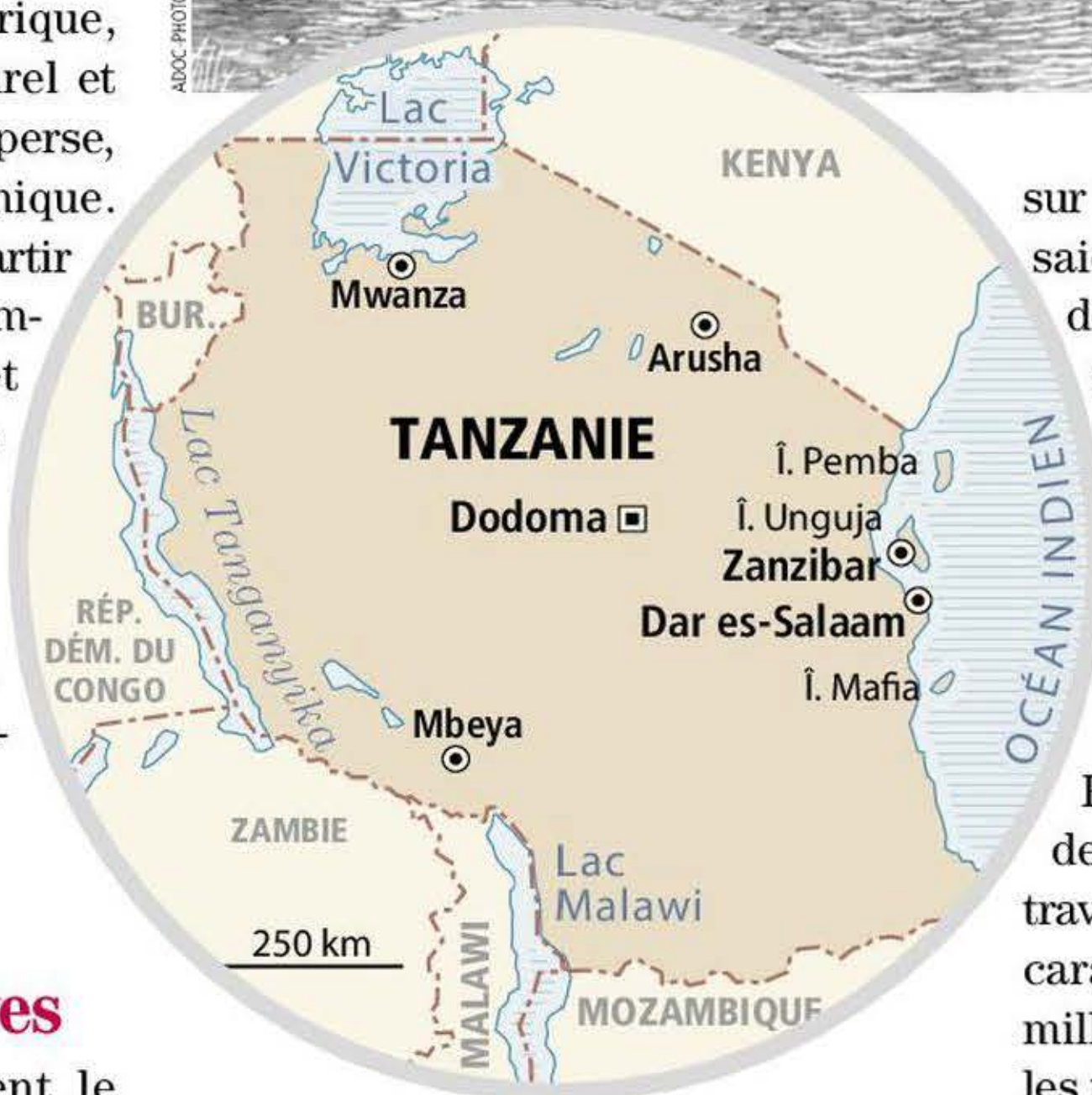
À leur témoignage s'ajouteront les publications d'autres explorateurs. Et, jusqu'à la fermeture de son marché aux esclaves en 1873, Zanzibar fut le cœur de la traite dans la région des Grands Lacs.

L'appellation « Zanzibar » recouvre un archipel de l'océan Indien situé en face des côtes tanzaniennes, formé de trois îles principales: Unguja (dénommée *Zanzibar*, la « terre des Noirs », par les navigateurs arabes), Pemba et Mafia. Zanzibar, actuellement entité autonome au sein de la Tanzanie, possède un long passé historique, marqué par un brassage culturel et démographique swahili, arabe, perse, omanais, portugais et britannique. L'île vit se mettre en place, à partir du VII^e siècle, un fructueux commerce d'or, d'ivoire, de peaux et d'esclaves, qui étaient envoyés vers la péninsule Arabique, le Moyen-Orient, le sous-continent indien et jusqu'en Chine. Les Portugais s'y installèrent au début du XVI^e siècle et construisirent la ville de Zanzibar.

300 000 habitants, dont 200 000 esclaves

En 1698, des Omanais prirent le contrôle de l'île; l'influence arabo-musulmane devint dès lors prépondérante. Une redistribution des terres les plus fertiles se fit au profit des aristocrates omanais, qui en profitèrent pour réduire les fermiers africains en esclavage sur leurs plantations de dattes et de canne à sucre. Au XIX^e siècle, un certain nombre d'Indiens musulmans, les Banians, vinrent s'établir à Zanzibar comme commerçants et collecteurs d'impôt pour les Omanais. Les plus riches finançaient la traite, répondant ainsi à la forte demande d'esclaves africains dans le sous-continent indien pour servir dans l'armée et dans les palais des notables indiens.

À partir de 1830, la demande en esclaves s'accrut pour deux raisons: d'une part, la signature d'un traité



CARTOGRAPHIE: HUGUES POLET

commercial entre Zanzibar et les États-Unis entraîna une demande accrue d'ivoire – devenue à la mode en Occident pour la fabrication des boules de billard, des poignées de porte, des touches de piano, des peignes et autres accessoires; d'autre part, fut introduite la culture du clou de girofle, dont Zanzibar devint, au milieu du XIX^e siècle, l'un des principaux producteurs.

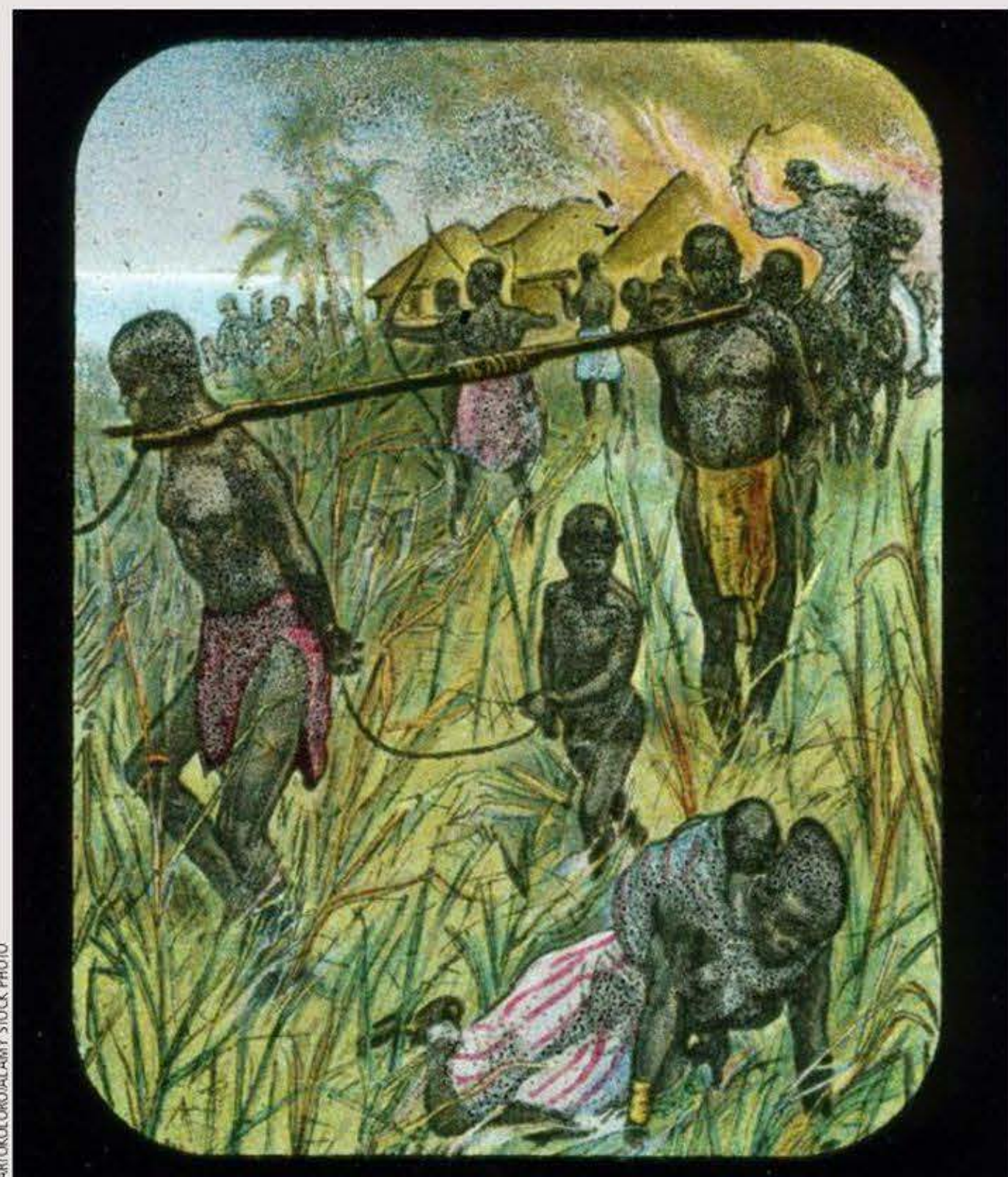
Le besoin de main-d'œuvre, donc d'esclaves, augmenta. Jusque-là, comme sur la côte atlantique, les marchands d'esclaves arabes avaient des accords avec des ethnies africaines qui les approvisionnaient. Les plus connus étant les Nyamwezi, à l'est du Tanganyika, les Kamba (dans l'actuel Kenya), les Yao, près du lac Malawi, et les Ajawa,

sur le Shire. Les Arabes leur fournissaient des armes à feu pour opérer des razzias dans les ethnies voisines. Mais, la demande excédant toujours l'offre, les marchands décidèrent de monter des expéditions caravanières vers l'intérieur du pays. La première piste fut ouverte par Saïd el-Muamერი, qui atteint le lac Tanganyika en 1825.

Puis la fréquence et l'importance des caravanes s'accrurent. Après la traversée de Zanzibar à Bagamoyo, la caravane, forte parfois de plus d'un millier d'hommes, s'enfonçait dans les terres, aidée par une logistique de stations relais servant à la fois pour le ravitaillement des caravanes et pour y stocker ivoire et esclaves razzisés. Dans les années 1850, sur une population de 300 000 habitants environ, on comptait 200 000 esclaves. La plupart appartenaient aux Omanais, qui étaient moins de 5 000. Le sultan de Zanzibar de 1856 à 1870 possédait 45 plantations, dont une regroupant plus de 6 000 esclaves. Les conditions de vie y étaient si dures qu'un tiers environ des esclaves mouraient chaque année et devaient donc être remplacés. Dans les années 1860, on estime que 40 000 Africains arrivaient par an à Zanzibar. Les deux tiers étaient employés dans les plantations locales, les autres y transitaient pour être revendus dans l'Empire ottoman, le Moyen-Orient, l'Inde et la Perse. >>>

Livingstone et la « plaie ouverte du monde »

Au cours de ses voyages, l'explorateur est le témoin d'une violence inouïe qu'il ne cessera de dénoncer à son retour en Europe.



En pure perte Livingstone estime que, pour un esclave arrivé vivant à Zanzibar, 20 sont morts au cours de leur périple.

David Livingstone (1813-1873), sans doute le plus connu des explorateurs britanniques de l'Afrique, fit de la lutte contre la traite et l'esclavage (respectivement abolis par la Grande-Bretagne en 1808 et 1833) le combat de sa vie. C'est lors de son expédition sur la rive nord du Zambèze (1858-1864) qu'il est confronté aux ravages de la traite arabo-musulmane. En remontant vers le lac Nyassa, les membres de l'expédition découvrent de nombreux villages jonchés de cadavres. Puis ils croisent, impuissants, des caravanes négrières menées par des Arabes armés, encadrant des Africains reliés entre eux par de longs bâtons fourchus autour du cou. Plus au nord, ils observent les navettes incessantes de *dhows*, petits bateaux à voile chargés d'esclaves. Livingstone estime que, pour un esclave arrivé vivant à Zanzibar ou sur d'autres marchés côtiers, une vingtaine

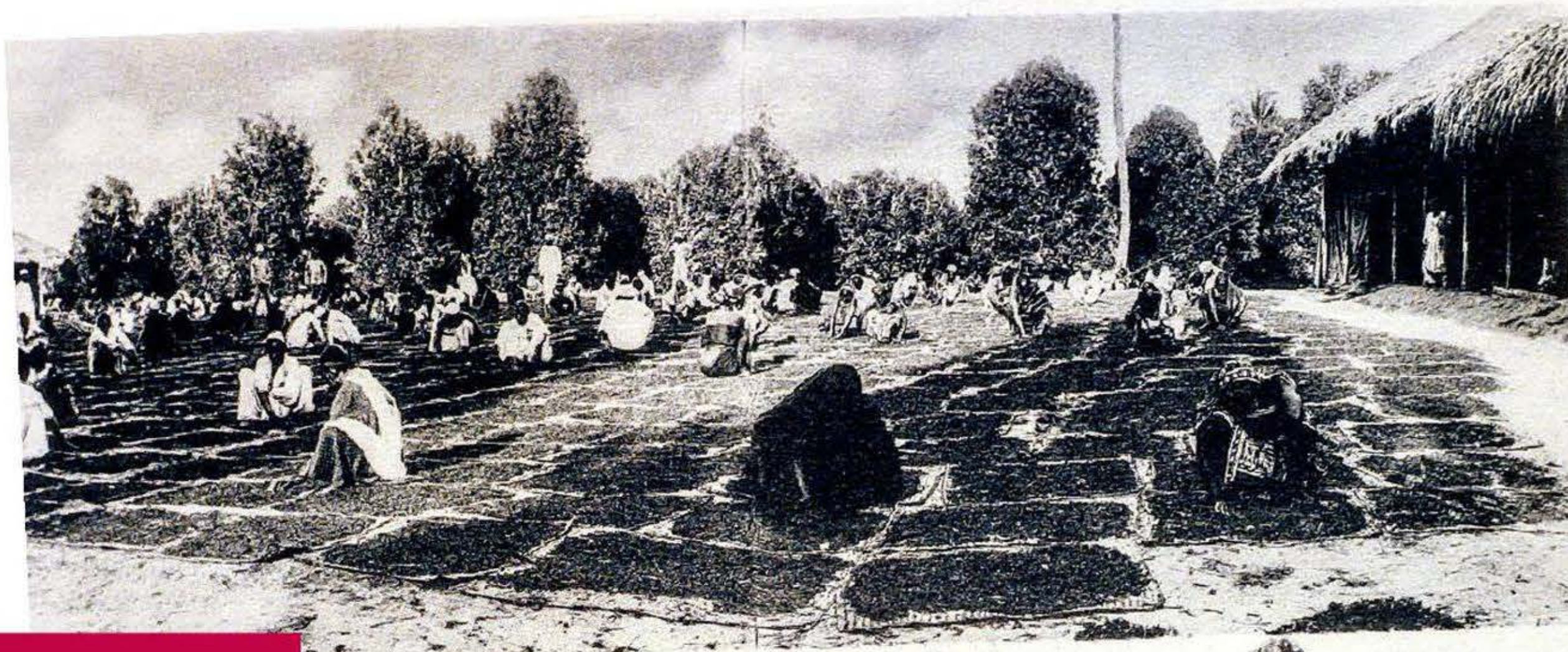
d'Africains au moins sont tués. Indigné, à son retour en Grande-Bretagne en 1864, il plaidera, en vain, pour une intervention britannique. Fin 1865, missionné par la Société royale de géographie pour apporter un point final à la controverse sur les sources du Nil, il arrive pour la première fois à Zanzibar. C'est un choc. Comme Speke (*lire p. 36-39*) et comme le sera en 1872 le journaliste Stanley, il est frappé par l'insalubrité de la ville. Il écrit que la puanteur ambiante est telle qu'il faudrait la rebaptiser *Stinkibar* [jeu de mots avec l'anglais *to stink*, « puer ». On pourrait traduire par « Puantibar »].

Terre brûlée pour bois d'ébène

Lorsqu'en 1866 il quitte l'île pour le continent, il se retrouve confronté aux ravages de la traite zanzibarite. Progressant sur des terres endeuillées par les marchands d'esclaves, il ne se passe pas un jour sans qu'il trouve des esclaves abattus ou morts de faim, la fourche au cou. À l'est du lac Tanganyika, il assiste quotidiennement à des scènes terribles: les Arabes n'hésitent pas à brûler les villages et à massacrer ceux des habitants qu'ils n'amènent pas en esclavage. Mais le comble de l'horreur se produit le 15 juillet 1871 à Nyangwe, où il assiste à un massacre organisé de la foule qui se presse au marché: c'est une opération punitive menée par les Zanzibarites pour contraindre la population à « coopérer ». Lorsqu'il parviendra en Occident, le récit de Livingstone suscitera un tel tollé qu'il fera plus pour la prise de conscience occidentale des ravages de la traite orientale que toutes ses démarches précédentes.

Ne donnant plus de nouvelles pendant quatre ans, il est retrouvé par Stanley à Ujiji, sur le lac Tanganyika, mais refuse de rentrer avec lui à Londres. Il meurt le 1^{er} mai 1873 à Chitambo, petit village au nord-est de l'actuelle Zambie; ses fidèles porteurs enterrent ses viscères au pied d'un arbre et entreprennent un périple de près de neuf mois pour ramener son corps momifié à Zanzibar. Cette même année, en hommage à son combat, les Britanniques obtiennent la fermeture du marché aux esclaves. Une imposante église anglicane fut construite plus tard sur son emplacement. Une des croix, toujours visible, a été fabriquée avec du bois provenant de l'arbre au pied duquel le cœur de Livingstone fut enterré. Rapatrié en Angleterre, Livingstone repose désormais dans la nef de l'abbaye de Westminster, avec ces mots pour épitaphe: « Puissent les riches bénédictions du ciel se répandre sur quiconque – Américain, Anglais, Turc – contribuera à guérir cette plaie ouverte du monde. » Cette « plaie ouverte » est bien sûr l'esclavage. ♦

MARIE-CLAUDE BARBIER MOSIMANN



Mouroirs Les riches Arabes détiennent sur l'île d'immenses plantations où des milliers d'esclaves récoltent le clou de girofle. Chaque année, un tiers de cette main-d'œuvre décède.

Zanzibar Clove Industry. Drying Cloves.

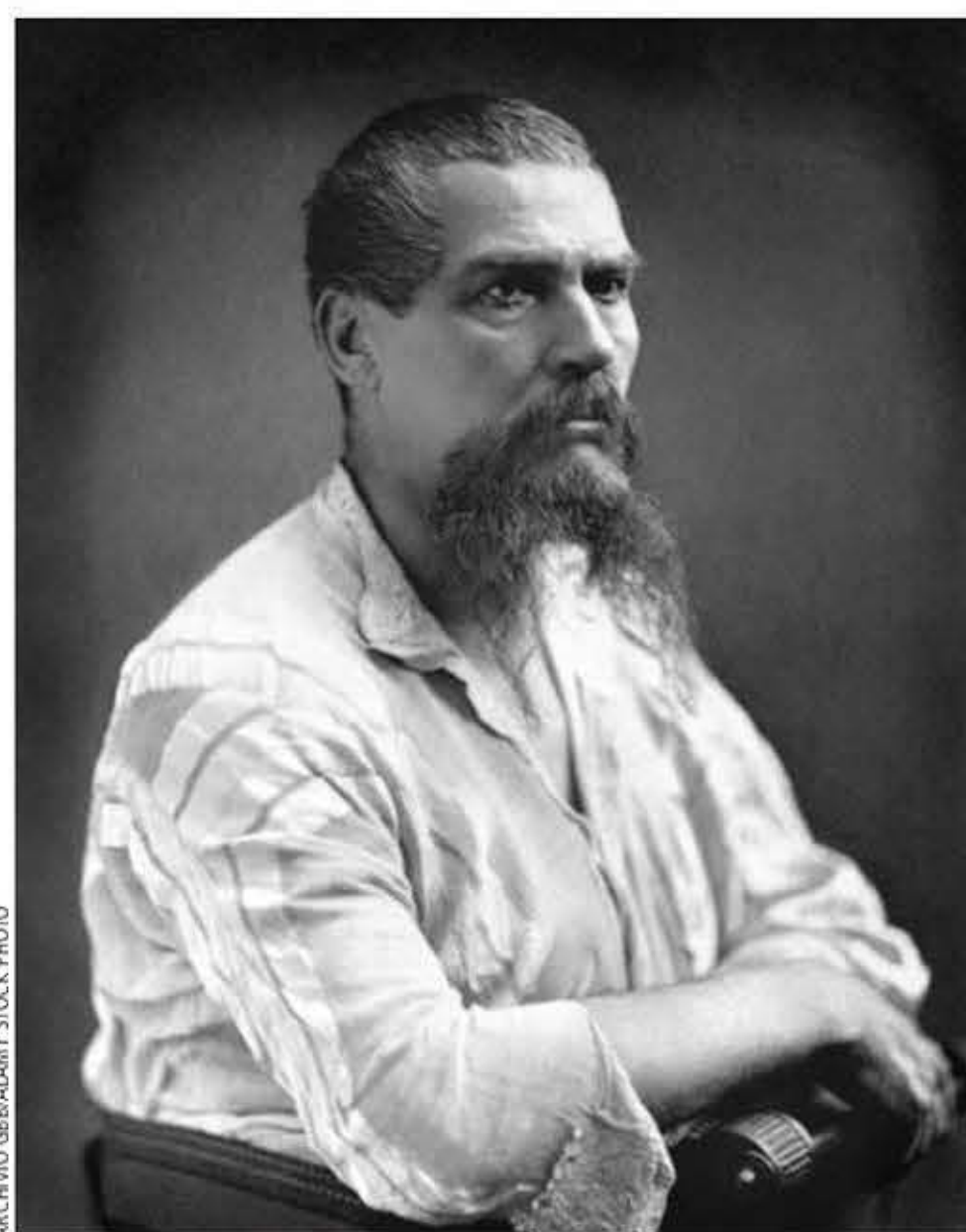


BERNARD NANTIS/SAIF IMAGES

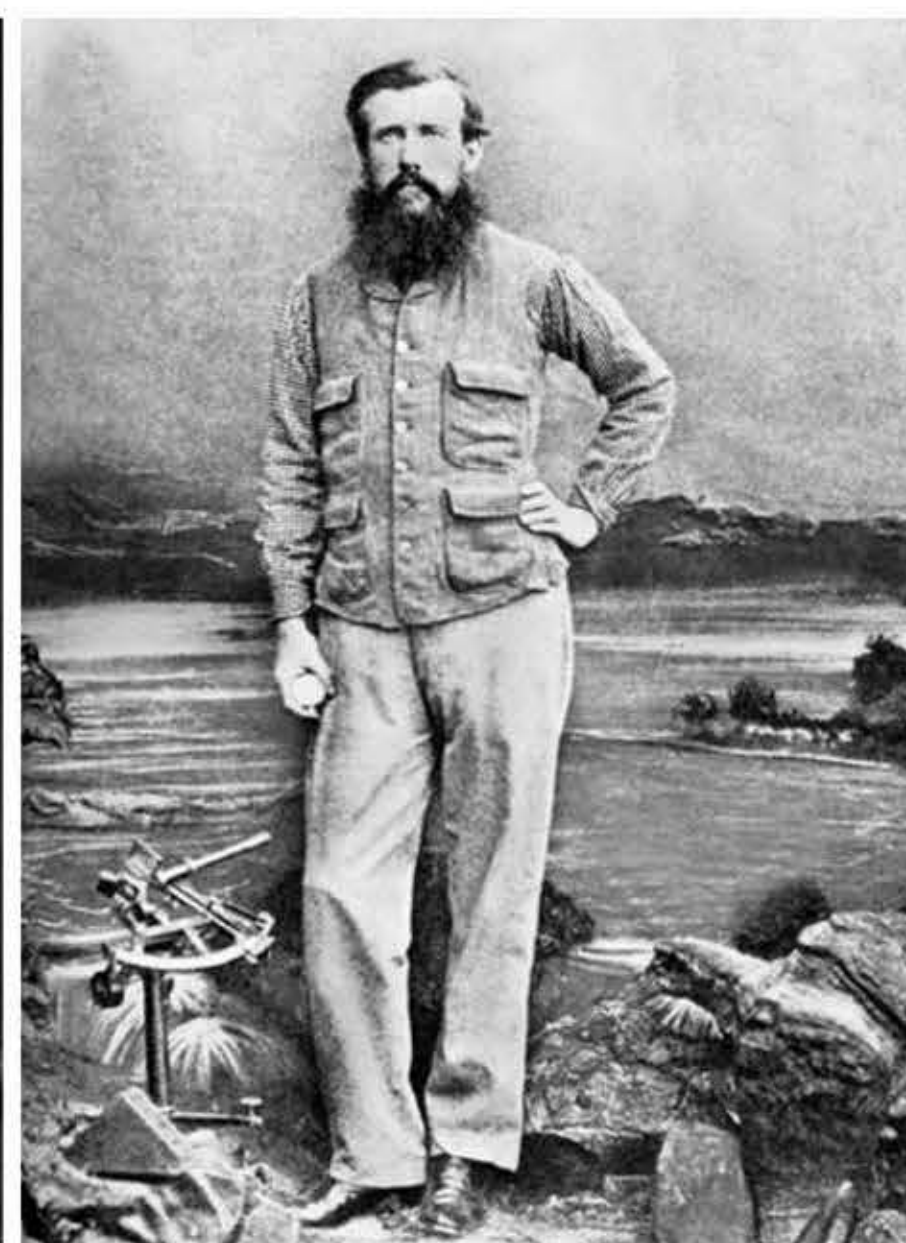
» Les explorateurs Speke et Burton arrivent en 1856 à Zanzibar (qui deviendra la base de départ des expéditions suivantes) pour y recruter des porteurs et acquérir le matériel nécessaire à leur voyage. Ils sont les premiers Européens à découvrir l'ampleur de la traite arabo-musulmane à l'intérieur du continent et à constater l'implication des chefs africains dans cette traite. Les deux Britanniques découvrent une ville commerçante prospère, avec de riches palais, dans lesquels les premiers consulats étrangers, dont celui du Royaume-Uni, ont ouvert leurs portes, mais aussi une ville insalubre où gisent des cadavres d'esclaves et d'animaux dans les rues et sur le rivage. Au milieu de la cité s'étend un grand marché aux esclaves – créé en 1811 –, dont le spectacle bouleverse Speke du fait de la brutalité dont font preuve les Arabes envers les captifs. Hommes et femmes y défilent nus, les femmes doivent se prêter à toutes sortes d'« examens » ; pour les hommes, une épreuve supplémentaire consiste à les attacher à un arbre au milieu de la place et à les fouetter avec les branches d'un épineux, pour mesurer leur résistance à la douleur. Après

eux, d'autres Britanniques dénonceront les traitements que subissent les esclaves, et c'est en hommage à l'action de Livingstone que le marché sera fermé en 1873 (*lire ci-contre, p. 38*). Zanzibar devient protectorat britannique en 1890 et accède à l'indépendance en 1963, devenant une monarchie constitutionnelle dirigée par le sultan. Mais le gouvernement sera

renversé un mois plus tard, et une république populaire proclamée. Plusieurs milliers d'Arabes, 5 000 à 12 000 Zanzibarites d'ascendance arabe et des civils indiens furent tués, des milliers d'autres emprisonnés ou expulsés, et leurs biens confisqués : cette violence s'explique aussi par l'héritage de haine lié aux décennies d'asservissement subies par la population. ♦



ARCHIVO GEB/ALAMY STOCK PHOTO



RUE DES ARCHIVES/PDDE

Lanceurs d'alerte Zanzibar, étape logistique sur le périple qui mène les explorateurs sir Burton (à g.) et John Speke vers le continent, devient le symbole de la maltraitance d'un autre temps.

LA COURSE EN MÉDITERRANÉE

Du XVI^e au XIX^e siècle, les corsaires venus d'Alger, de Tunis et de Tripoli écument terres et mer, se livrant à un juteux commerce de captifs et à de subtils exercices diplomatiques.

PAR DOMINIQUE VALÉRIAN

La piraterie est un phénomène endémique en Méditerranée, en raison de la difficulté à imposer sur mer une souveraineté incontestée et à y faire appliquer la loi.

Elle prend cependant une dimension particulière avec l'arrivée de l'islam au VII^e siècle, qui partage l'espace maritime entre chrétiens et musulmans. Les razzias ou les attaques de navires sont alors volontiers placées sur le signe de la lutte légitime contre l'infidèle, introduisant une distinction entre les prises légales (« de bonne guerre ») et les autres. Le droit musulman considère les territoires extérieurs aux frontières de l'islam comme le « Domaine de la guerre » (*Dâr al-Harb*), dans lequel il est non seulement juste mais aussi recommandé de mener le djihad pour défendre le « Domaine de l'islam » (*Dâr al-Islâm*), voire l'étendre.

En Méditerranée, cela prend la forme d'expéditions maritimes, lancées (en principe) chaque année sous la conduite du calife ou de son représentant, qui doivent rapporter du butin et, notamment, des captifs. Mais le droit admet également de signer des trêves avec les États non musulmans, d'une durée en principe limitée et qui garantissent la sécurité réciproque, interdisant de fait les actions de piraterie. Quand ces traités se multiplient, à partir du XII^e siècle, la distinction re-

ligieuse de la prise « de bonne guerre » laisse place à une approche plus politique, qui limite les prises légales aux seuls sujets des États en guerre, ouvrant progressivement à la différenciation – au moins juridique – entre le corsaire, qui s'inscrit dans cette légalité, et le pirate. C'est sur cette base légale que se développe la course barbaresque depuis les régences turques qui s'installent, à partir du XVI^e siècle, à Alger, Tunis et Tripoli, dans un contexte nouveau d'affrontement entre l'Empire ottoman et les puissances chrétiennes, ces dernières évoluant surtout à partir de Malte, tenue par les hospitaliers,

Le commerce des prisonniers chrétiens, auréolé du combat religieux, génère des revenus considérables qui permettent à des renégats d'amasser des fortunes

et de Livourne. La période qui va de la bataille de Lépante (1571) aux années 1660-1670 voit ainsi une explosion de la course menée depuis les régences. Celle-ci bénéficie économiquement à une partie de la population des villes côtières, notamment le puissant milieu des corsaires. Les capitaines de navires (*raïs*) forment, avec les janis-

saires, l'élite militaire, politique et économique des régences. Celle d'Alger a même été fondée par Khayr al-Dîn Barberousse, un corsaire originaire de Mytilène, en mer Égée, qui, avec son frère, se met d'abord au service des Hafside de Tunis avant de prendre Alger en 1516 puis de reconnaître l'autorité du sultan d'Istanbul Selim I^{er}.

Ces renégats « chrétiens d'Allah »

Les corsaires comptent dans leurs rangs des Turcs mais aussi des Grecs, des Albanais, des Maghrébins, parfois d'anciens Andalous chassés de la péninsule Ibérique et des aventuriers d'origines très diverses. Les renégats – ces « chrétiens d'Allah » étudiés par les historiens Bartolomé Bennassar et Lucile Bennassar – ont particulièrement soulevé l'indignation de leurs anciens coreligionnaires, par leur trahison de la chrétienté mais aussi par la crainte du risque d'apostasie que faisait peser la captivité. Certains se sont rendus célèbres, comme Dragut, d'origine albanaise, qui mène à partir de Djerba de spectaculaires opérations de piraterie et attaque les présides [fortins] espagnols de la côte maghrébine au nom des sultans ottomans, qui le nomment *beylerbey* de Tripoli en 1555.

Les *raïs* sont hiérarchiquement organisés autour de l'amiral et au sein d'une « taïfa des *raïs* », qui défend leurs intérêts. Le butin, matériel et surtout humain, est partagé selon des règles établies entre le maître de la régence, les armateurs, les marins et capitaines, et les janissaires. Le commerce et le rachat des captifs en particulier génèrent



Double peine Ce tableau du Néerlandais Cornelis Vroom (XVII^e s.) capture les instants fatidiques d'une bataille opposant des navires espagnols à des corsaires barbaresques. Au premier plan, au milieu des combats, une galère chargée d'esclaves va bientôt sombrer...

des revenus considérables qui leur permettent d'investir dans la ville et les campagnes environnantes, voire dans le commerce. À cette fortune s'ajoute un prestige gagné par la conduite du djihad contre les chrétiens, célébrée pour les plus célèbres dans des épopées.

Ces corsaires contribuent à la puissance politique des régences et sont étroitement liés au pouvoir, qui encadre ou du moins contrôle leur activité. La course, au-delà de son apport économique, est aussi un levier diplomatique dont les maîtres d'Alger, Tunis et Tripoli savent jouer face aux puissances chrétiennes. La distinction avec la guerre d'escadre, au service de projets politiques, n'est d'ailleurs pas nette, les raïs pouvant tour à tour mener des expéditions privées, visant principa-

lement au butin, et d'autres liées plus directement à la guerre menée par les régences ou l'Empire ottoman contre les puissances méditerranéennes ennemies. À ce titre, les traités passés avec les États chrétiens, qui se multiplient à partir du milieu du XVII^e siècle, visent autant à limiter l'activité corsaire qu'à jouer de la concurrence entre ces États, dans un jeu diplomatique complexe.

La fin d'une menace

Dès lors que la course ne vise plus les chrétiens dans leur ensemble mais uniquement les navires et les côtes des pays ennemis, elle bénéficie autant aux régences qu'aux États qui ont signé une paix avec elles, dans leur lutte contre les autres puissances chré-

tiennes. À partir de la seconde moitié du XVII^e siècle, l'amélioration des mesures de défense et de représailles (comme les bombardements d'Alger en 1683 et 1688) et la signature de traités de paix avec certaines puissances européennes réduisent en effet la tension, même si celle-ci ne disparaît jamais totalement. Après une brève reprise pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire, la course continue cependant à décliner en raison à la fois d'une réorientation des flottes des régences vers le commerce et d'une réponse coordonnée des puissances chrétiennes. La convention de Paris en 1856, qui, après la guerre de Crimée, déclare la course illégale dans le monde, ne fait que donner le coup de grâce à une activité depuis longtemps moribonde. ♦

La rançon, un commerce bien rodé

Celui qui tombe aux mains des Barbaresques conserve l'espoir de recouvrer sa liberté, moyennant finance. Un système qui enrichit des deux côtés de la Méditerranée...

La course et la piraterie sont des activités prédatrices qui, à cet égard, perturbent les échanges commerciaux en Méditerranée : elles rendent certaines routes périlleuses ou alourdissent les coûts par la nécessité d'armer les navires, de les faire escorter ou de souscrire des assurances.

Mais elles génèrent aussi une autre forme d'économie, fondée sur ce que Fernand Braudel appelait un « échange forcé ». Au-delà de la justification de la lutte contre l'infidèle, elles doivent être rentables économiquement pour justifier les investissements consentis pour la construction des navires ou la solde de l'équipage. Le butin, une fois revendu, revient dans des circuits d'échanges qu'il contribue à animer, mais ce sont surtout les captifs qui sont recherchés. Dans des sociétés méditerranéennes où l'esclavage est accepté et largement répandu, la présence de milliers de captifs aux mains des infidèles soulève cependant de part et d'autre beaucoup d'indignation. Il faut distinguer ici l'esclave issu de la traite à longue distance (depuis l'Afrique subsaharienne ou l'Asie centrale) du captif pris lors de razzias ou de guerres. Si le premier est condamné à demeurer là où il a été transporté, le second, même si durant sa captivité son statut ne diffère guère de celui de l'esclave, peut espérer être racheté et rentrer chez lui s'il parvient à réunir l'argent de la rançon.

Le rachat des captifs a largement mobilisé les sociétés et les États méditerranéens : au-delà du coût économique et démographique, réel pour les régions littorales, la présence de milliers de chrétiens dans les pays musulmans (et réciproquement) soulevait l'indignation et la crainte de l'apostasie. Cette volonté de faire revenir les captifs en terre chrétienne rejoignait en outre les intérêts de leurs maîtres, qui pouvaient espérer tirer des revenus substantiels des rachats, à des prix souvent nettement supérieurs à leur vente sur le marché des esclaves. Dès le XIII^e siècle, les traités de paix fixent le cadre légal de ces rachats, pour limiter la spéculation tout en préservant les intérêts économiques des propriétaires. Des missions diplomatiques étaient aussi envoyées afin d'organiser le rachat ou des échanges de captifs. Le plus souvent, cependant, ces derniers devaient eux-mêmes, après avoir négocié le prix du rachat avec leur maître et signé



Deniers de l'Église Depuis le XII^e siècle, des ordres religieux, tels les Trinitaires, se spécialisent dans le rachat des captifs chrétiens.

un contrat de rachat, rassembler l'argent de la rançon, puis le faire parvenir dans les régences et organiser leur retour. Pour cela, ils pouvaient, s'ils ne disposaient pas de l'argent nécessaire, emprunter, bénéficier de l'aide de leurs proches, de leur ville d'origine, mais aussi de la solidarité de leurs coreligionnaires. C'est pourquoi des ordres religieux spécialisés dans la rédemption des captifs sont fondés à partir de la fin du XII^e siècle (les Trinitaires en 1198, les Mercédaires en 1218), recueillent les aumônes et mènent des opérations de rachat. Mais celles-ci peuvent aussi être organisées par des entrepreneurs privés, qui en retirent un bénéfice tout en profitant de leur voyage pour commercer, sous couvert de la mission de rachat.

C'est donc toute une économie de la rançon qui se met en place. Elle profite aux régences (par les taxes), aux propriétaires de captifs, mais aussi aux prêteurs et à de nombreux intermédiaires. Une économie qui encourage, par les profits générés, la poursuite de la course. ♦ D. V.

LA TRAITE: CE QU'EN DIT L'ISLAM

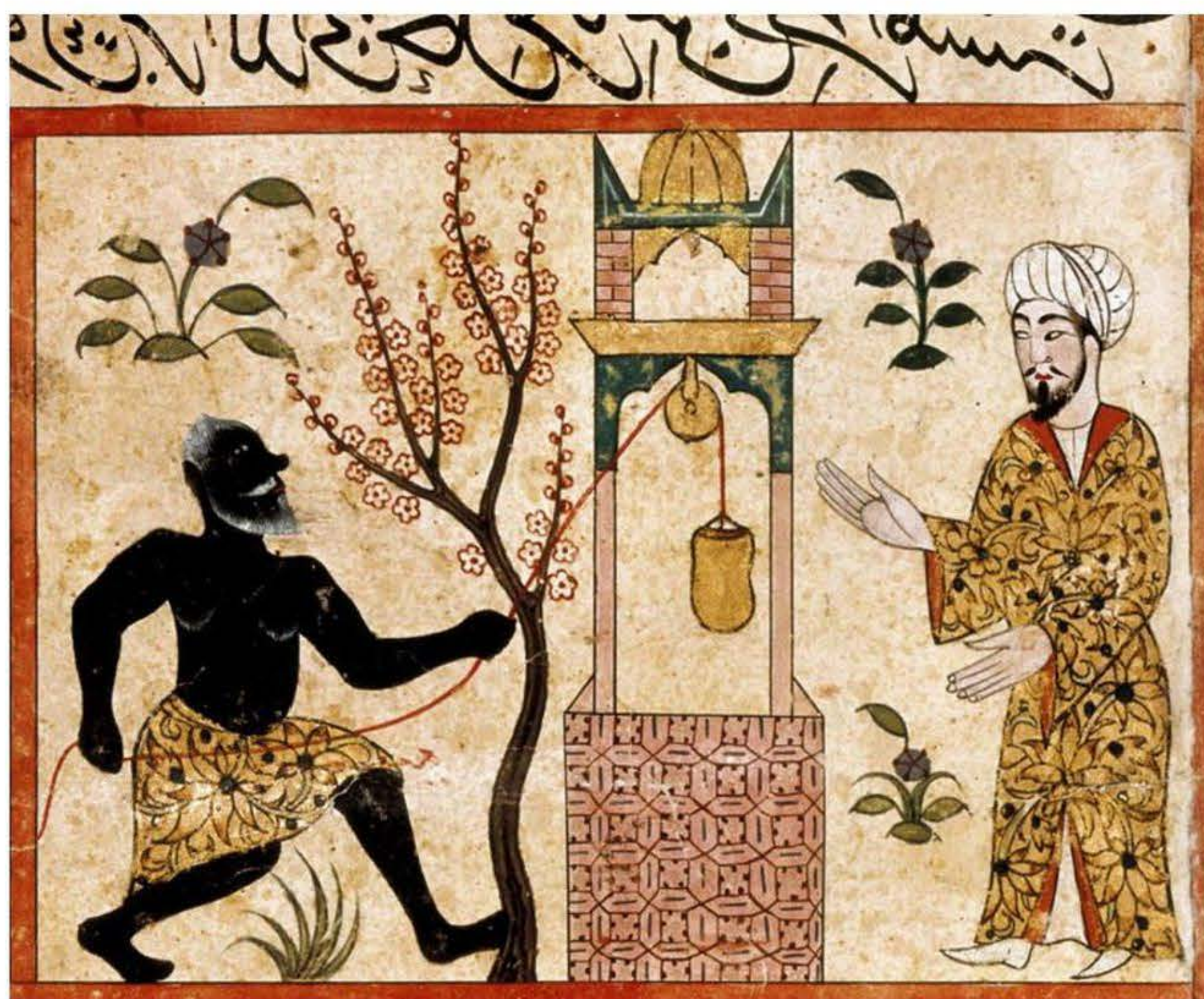
Les musulmans n'inventent pas l'esclavage – présent depuis des temps immémoriaux – mais tentent de le concilier avec leur texte sacré.

PAR JAMAL AHBAB

LA SITUATION EN ARABIE PRÉISLAMIQUE

Quand l'islam apparaît au VII^e siècle, l'esclavage est couramment pratiqué : la péninsule Arabique préislamique, de même que les Empires byzantin – chrétien – et sassanide voisins, a perpétué ce principe d'appropriation de l'homme par l'homme développé depuis au moins l'Antiquité. L'être humain ravalé au rang de marchandise peut faire l'objet d'une exploitation et d'un commerce que l'on a qualifié de traite. Ces activités, alors légales, ont constitué l'un des piliers des sociétés de la péninsule Arabique.

Contrairement à une idée répandue, La Mecque, berceau de l'islam, n'est ni le centre d'une région opulente ni un carrefour de communication sur la fameuse « route de l'encens ». Ce n'est pas non plus une cité oasienne : elle appartient à un monde désertique et ne doit son existence qu'à quelques nappes phréatiques. Cette région abrite un monde tribal, et non un État cohérent, comme le sont les Empires byzantin et sassanide, espaces de sédentarité et de centralisation politique et administrative. Ces tribus familiales forment des clans qui se réclament d'un ancêtre éponyme et rivalisent les uns les autres. L'un des moyens de montrer sa puissance consiste à effectuer des razzias pour accumuler un butin aussi bien matériel qu'humain. Les individus



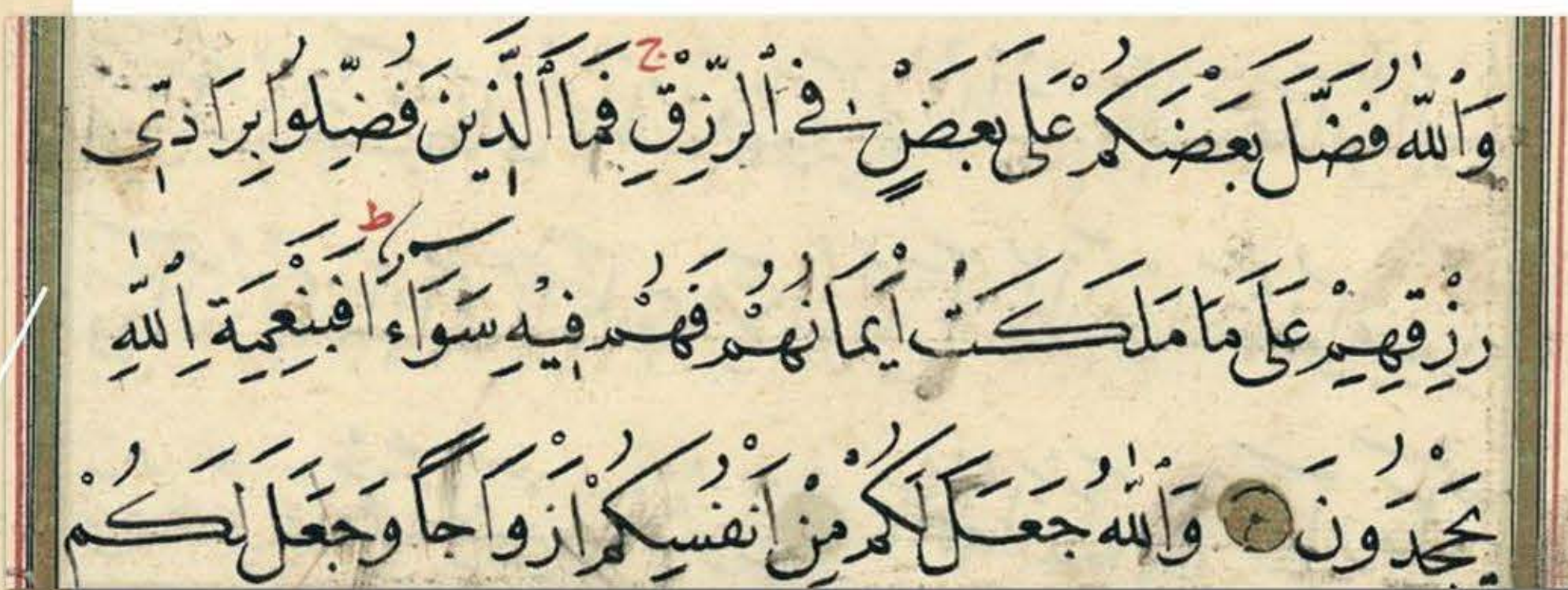
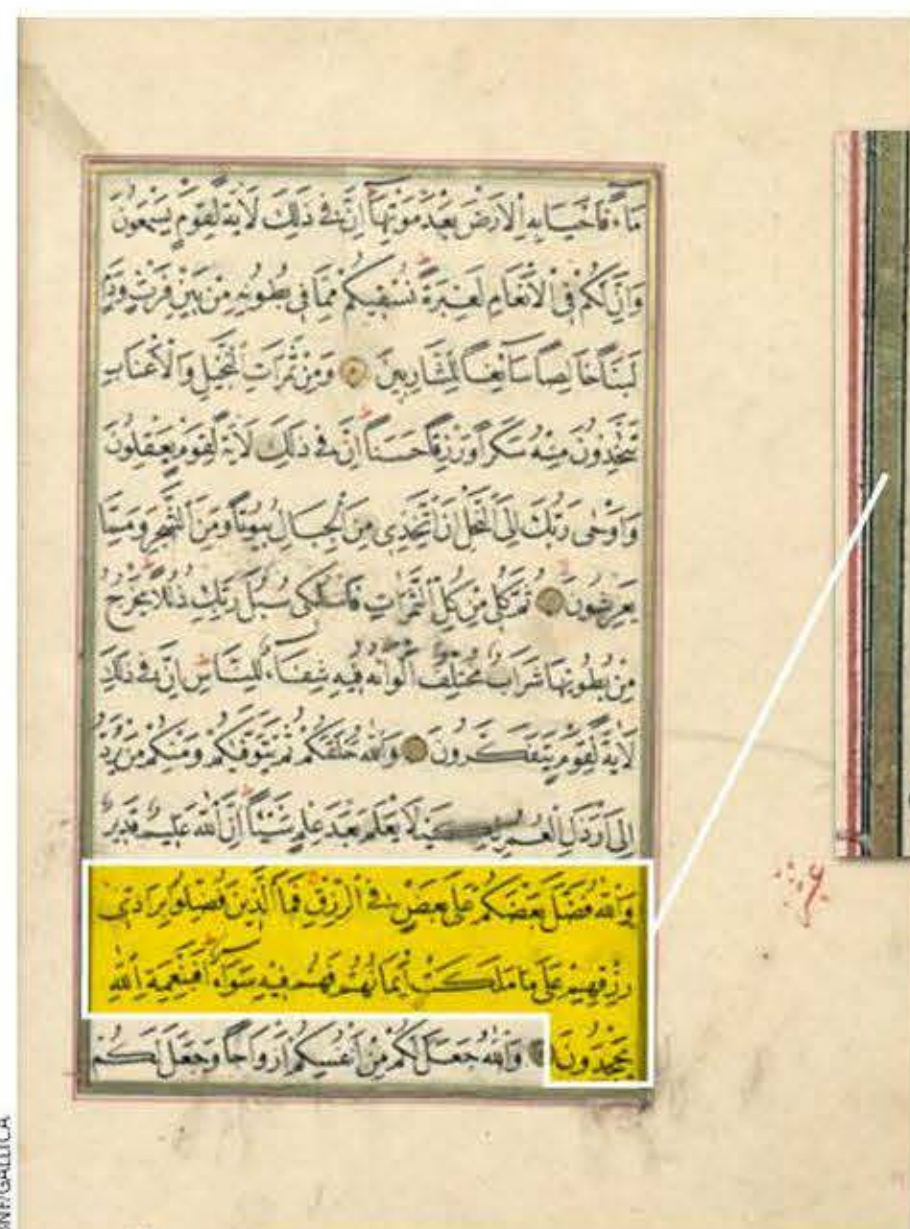
Outil domestique Un esclave africain puise de l'eau dans un puits pour son maître.

• Miniature tirée du Livre des nativités, de Sahl al-Balkhi (Égypte, fin du XV^e s.).

capturés restent en vie en échange d'un service illimité ; ils peuvent être alors exploités, rachetés par leur famille ou vendus à un tiers. C'est donc une source de revenus non négligeable dans une région pauvre. L'esclavage est consubstantiel à ces sociétés d'Arabie préislamique. L'islam naissant doit évidemment composer avec cette situation, qui semble s'insérer dans l'ordre du monde. Le message du Prophète ne rompt pas avec cette institution antique, même s'il en atténue certains aspects.

LE CORAN ET L'ESCLAVAGE

Le Coran, auquel la tradition postérieure confère le statut de parole divine, n'est pas un texte de loi. L'époque est marquée par la croyance en l'imminence de la fin du monde. C'est une exhortation destinée aux Mecquois « égarés dans le polythéisme » à rejoindre la seule alliance qui vaille – celle offerte par le Dieu unique. Quand Mahomet disparaît en 632, >>>



« Dieu a favorisé les uns d'entre vous par rapport aux autres dans [la répartition] de Ses dons. Ceux qui ont été favorisés ne sont nullement disposés à donner leur portion à ceux qu'ils possèdent de plein droit [esclaves] au point qu'ils y deviennent associés à parts égales. Nieront-ils les bienfaits de Dieu ? » (Coran, 16, 71.)

» la tradition islamique rapporte que le message prophétique s'est transmis oralement – « coran » (*qûr'an*) signifie « récitation » – jusqu'à ce que le calife Uthman (644-656) prenne la décision d'imposer le texte unique que les musulmans ont en partage. Mahomet s'y présente comme le serviteur de Dieu: Son « esclave » (Coran 2, 23), comme le fut Jésus avant lui (4, 172). En arabe, c'est la racine 'a-ba-da qui est utilisée pour rendre la notion d'esclavage et, en ce sens, le pluriel *al-'ibad* désigne certes les serviteurs, mais également l'humanité, au service de son Créateur (Coran 30, 26-28). Il est à cet égard remarquable de noter que les prénoms théophores [liés au nom d'une divinité] en islam sont constitués du nom arabe 'abd suivi d'un des 99 noms divins: 'Abdalkarim (« serviteur de Dieu »), 'Abdalqadir (« serviteur du Puissant »)... La relation de subordination qui unit l'humain à son seigneur peut donc être transposée ici-bas. L'ordre du monde et les inégalités y afférentes sont voulus par le Créateur: « Dieu a favorisé les uns par rapport aux autres en matière de richesse et de biens. Ceux qui ont été favorisés vont-ils jusqu'à partager leurs biens avec leurs esclaves de sorte qu'ils deviennent leurs égaux? Douterait-ils des bienfaits de Dieu? » (Coran 16, 71.) Si le discours rapporté par Mahomet est révolutionnaire religieusement, il n'a pas pour objectif

de renverser les hiérarchies sociales ni d'abolir l'esclavage. Il distingue toutefois entre les esclaves croyants – monothéistes – et ceux qui ne le sont pas (2, 221). Le Coran insiste sur la nécessaire bienveillance dont doit faire preuve le maître à l'égard de son esclave: « Adorez Dieu et ne Lui donnez aucun associé. Agissez avec bonté envers [vos] père et mère, les proches, les orphelins, les pauvres, le proche voisin, le voisin lointain, le collègue et le voyageur, et les esclaves en votre possession, car Dieu n'aime pas, en vérité, le présomptueux, l'arrogant, ceux qui sont avares et ordonnent l'avarice aux autres, et cachent ce que Dieu leur a donné de par Sa grâce. Nous avons préparé un châtiment avilissant pour les mécréants. » (4, 36-37.)

Cet appel au principe de bienveillance s'accompagne de mesures concrètes. La vie de l'esclave est protégée (2, 178) mais les inégalités demeurent: la vie de l'homme libre ne saurait valoir celle du serviteur. Le Coran proscriit la prostitution des servantes (24, 33) et accorde le pardon divin aux esclaves contraints. Les esclaves vertueux, quel que soit leur sexe, doivent être mariés par leur maître: leur conjoint peut être de condition libre, ou pas (24, 33).

De nombreux versets encouragent l'affranchissement des esclaves (2, 177). Celui-ci est un acte de rédemption de certains péchés (4, 92) ou d'actes dé-

lictueux, comme la transgression d'un serment (5, 89). Pour être affranchi, l'esclave peut se racheter contractuellement à son maître (24, 33) mais le livre sacré prévoit également que des aumônes soient affectées à cet effet (9, 60). On le voit: le Coran s'est accommodé de l'institution antique de l'esclavage. Le message prophétique a néanmoins tenté d'en atténuer l'âpreté. Résumons: si, devant Dieu, maîtres et esclaves sont égaux, il n'en saurait être de même ici-bas.

LA LOI ISLAMIQUE ET L'ESCLAVAGE

Il faut battre en brèche l'idée reçue selon laquelle la charia serait la loi islamique décisive découlant du livre sacré que les musulmans seraient tenus d'appliquer. Le terme apparaît à trois occasions dans le Coran, où il signifie la « voie qui mène à l'eau », c'est-à-dire au salut. Nul ne se serait permis de prétendre la connaître dans les premiers siècles de l'islam car seul Dieu connaît le chemin du salut de l'humanité. Les savants musulmans mettent donc en place une « science de la charia », le *fiqh*, qui repose sur des écoles juridiques où le prescrit et le proscriit ne sont pas forcément identiques. De plus, le droit formulé par ces écoles n'a pas force de loi: les penseurs qui les animent (*fuqaha'*) se distinguent

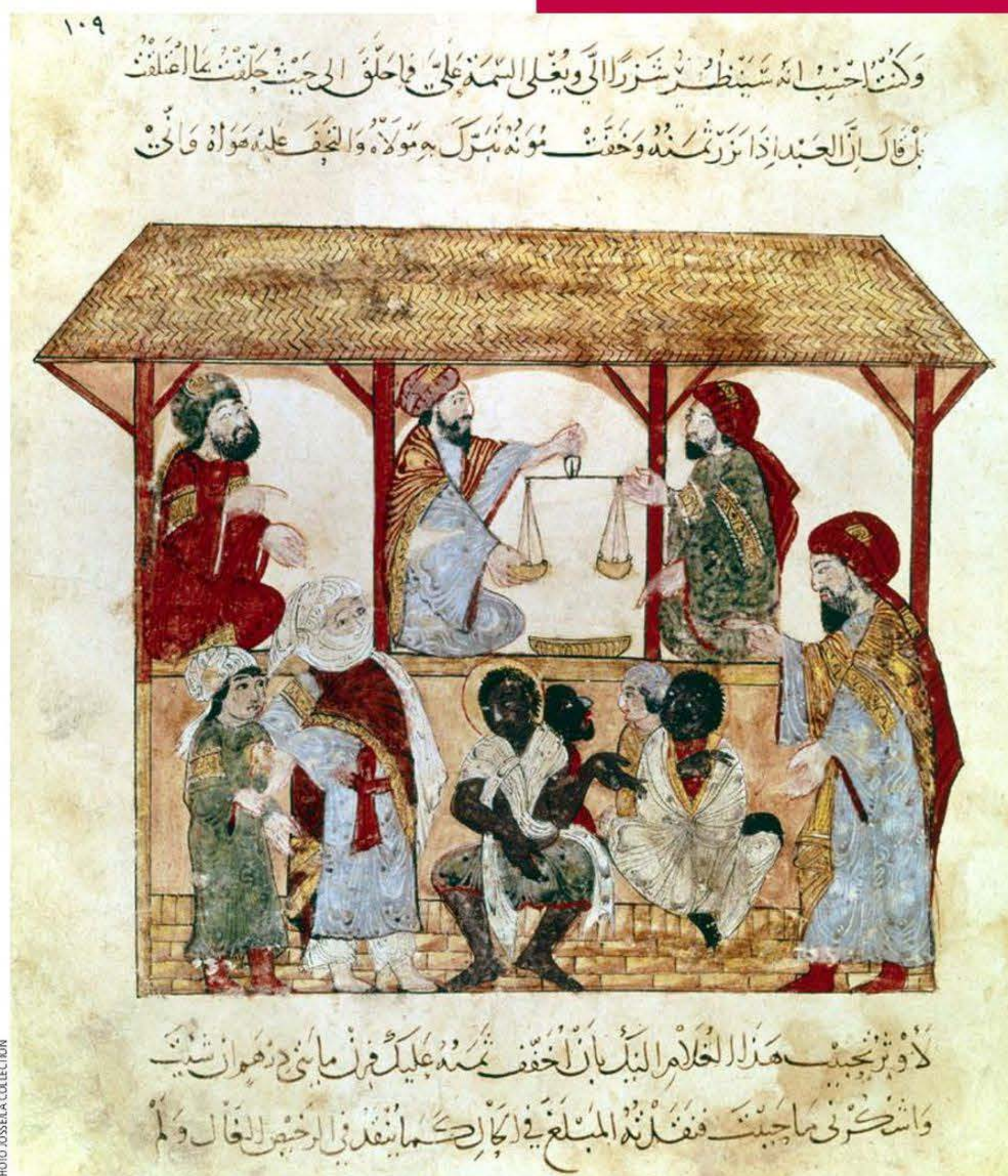
des juges (*qadi*) qui rendent la justice. À l'époque abbasside se met donc en place un droit polymorphe et fonctionnel qui opère jusqu'au XIX^e siècle. Que nous dit-il de l'esclavage ? Les ouvrages de droit islamique ne distinguent jamais les esclaves en fonction de leurs origines ethniques (ce qui ne signifie pas qu'un certain racisme pouvait hanter ces productions).

Les historiographes célèbres – bien souvent des *fuqaha'* – présentent et classent dans leurs écrits les caractéristiques supposées des peuples avec lesquels l'islam entraînait en contact et qui intéressaient les marchands d'esclaves : Abyssins, Soudanais mais aussi Berbères, Turcs, Francs et Slaves. Le terme arabe *saqaliba* (« esclave ») désigne – comme en Europe – les po-

pulations slaves, particulièrement prisées en pays d'islam. Les Indiens étaient quant à eux perçus comme « peu dociles » ; au XIII^e siècle, Yaqut al-Rumî (lui-même esclave) prête au Prophète une parole selon laquelle il préférerait offrir en aumône la poignée de son fouet « plutôt que d'affranchir un esclave berbère ».

En principe, et il y a consensus des écoles sur la question ; ne sont esclaves que les personnes capturées et leur progéniture : un individu dont on

Point de vente L'écrivain al-Hariri (1054-1122) met en scène Abu Zayd al-Sarujî, un escroc éloquent et rusé qui, ici, floue un marchand d'esclaves. Au centre, des Noirs attendent d'être achetés.



ignorerait tout est supposé être libre ! De même, le *fiqh* proscrit l'asservissement d'un musulman libre – ce qui ne signifie pas que la conversion permette automatiquement d'échapper à l'esclavage ; l'affranchissement dépend du rachat de l'esclave ou de la mansuétude du maître. Si celui-ci reconnaît l'enfant d'une concubine servile, ce dernier hérite de la condition libre de son père ; dès lors, la mère ne peut plus être vendue et sera affranchie à la mort de son maître – si ce n'est pas fait de son vivant par celui-ci. Cette disposition procède de l'exemple du Prophète, qui aurait affranchi l'esclave Mâriya lorsqu'elle enfanta son fils Ibrâhîm. De nombreux dirigeants musulmans étaient issus d'une telle union. Les affranchissements, assez fréquents dans le monde islamique, se muaient inévitablement en liens persistants de subordination entre la famille de l'affranchi et celle de l'ancien maître.

Il faut également noter que les non-musulmans des pays d'islam ne peuvent conserver des serviteurs musulmans : ils doivent les aliéner à des maîtres musulmans ou les libérer. N'oublions pas que, en matière juridique, l'esclave est à la fois un bien meuble et un être humain : en tant qu'objet de propriété, il est possible de l'exploiter et de le soumettre à toutes les opérations commerciales. Un esclave peut même être possédé en commun par plusieurs maîtres. Mais il jouit aussi de droits, comme celui d'être entretenu par son maître, de ne pas être maltraité ou séparé de sa mère avant l'âge de 7 ans.

S'il est musulman, l'esclave est soumis aux obligations religieuses qui s'imposent aux gens de condition libre mais il est exempté de certains actes de piété nécessitant un déplacement, comme le pèlerinage à La Mecque. Il peut même diriger la prière selon certaines écoles juridiques. Un courant minoritaire de l'islam (l'ibadisme) proclame même que le dirigeant suprême de la communauté doit être le meilleur musulman du temps, même s'il est d'origine servile ! L'esclave >>>

» peut se marier, pratiquer la polygamie et, y compris, disposer d'un patrimoine – soumis au bon vouloir de son propriétaire. Il ne peut témoigner en justice, mais en contrepartie cette infériorité le protège de la sévérité de certaines peines, puisqu'il ne peut subir que la moitié de celle qu'on inflige à un homme libre. Et seuls les représentants de la puissance publique sont à même d'appliquer ces sanctions légales. Un maître peut effectivement châtier son esclave ; néanmoins, les abus constatés par les autorités islamiques entraînent en principe la cession de ce dernier, voire son affranchissement automatique.

Difficile de traiter ici de manière exhaustive des dispositions des différentes écoles juridiques du sunnisme concernant l'esclavage et, a fortiori, des autres courants de l'islam. Notons toutefois que certaines institutions perpétuent l'enseignement desdites dispositions et que certains manuels de *fiqh* conservent, au XXI^e siècle, des chapitres relatifs à l'esclavage. Il n'est donc pas étonnant que celui-ci soit encore pratiqué quasi légalement dans certains États à référence islamique.

L'ISLAM A PERMIS L'ASCENSION SOCIALE DE CERTAINS ESCLAVES

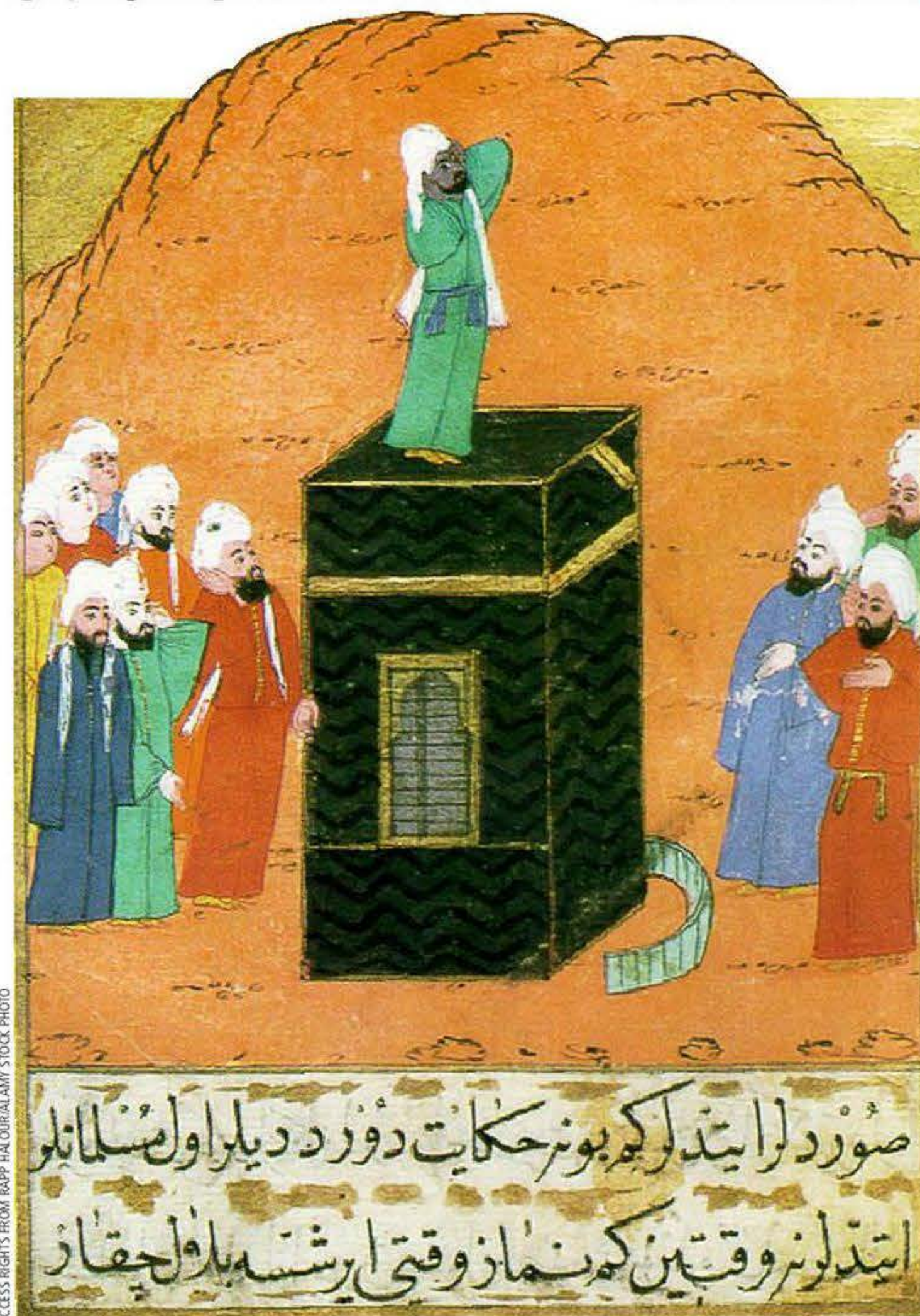
L'historiographie classique a qualifié ce commerce humain de « traite arabo-musulmane » au risque de favoriser une conception ethno-religieuse. Or, pour la traite atlantique, on ne parle pas de « commerce européen-chrétien » ! Si les terres islamisées profitaient de ce système esclavagiste, ses acteurs n'étaient ni tous Arabes ni tous musulmans. Berbères, Persans, Turcs, Subsahariens, musulmans, juifs ou chrétiens tiraient parti de cette traite qui estompait parfois les clivages confessionnels : ainsi, en 1381, à Majorque, le Génois Onofrio di Piccamiglio est accusé d'avoir consti-

tué avec le vizir de Bougie une société destinée à attaquer les bateaux chrétiens ; Onofrio devait participer aux gains en proportion de son apport en capital ! Dans une telle configuration, celui-ci pouvait même bénéficier du revenu issu du rachat des captifs dont il connaissait la localisation...

Quant aux réseaux d'approvisionnement, ces derniers sont également pluriethniques : les esclaves n'étaient pas tous d'origine africaine et certains d'entre eux parvenaient même à se hisser jusqu'aux plus hautes marches de l'échelle sociale. Tel est le cas des mamelouks, une caste d'esclaves originaires de la rive nord de la Méditerranée qui sont parvenus à régner du XIII^e au XVI^e siècle au Proche-Orient. Autre exemple – à Delhi, en 1206 : Aybak, vendu comme esclave dans sa jeunesse, se proclame sultan et impose sa dynastie, qui y régnera pendant un siècle.

Avant eux, des hommes d'extraction servile se sont illustrés dans la hiérarchie militaire et politique, jusqu'aux postes les plus élevés. On peut citer Mu'nis al-Muzaffar, un eunuque et l'un des principaux généraux abbassides (908-933) ; Jawhar al-Siqilî, fils d'un esclave slave au service des Fatimides, qui conquiert l'Égypte pour le compte de cette dynastie ; ou encore Mudjâhid al-'Amirî, Slave acheté, converti à l'islam, qui parvient lors de la chute des Omeyyades de Cordoue (XI^e siècle) à devenir gouverneur de Dénia, puis à conquérir les Baléares, qu'il dirige pendant trente ans.

Mais ces quelques témoignages de trajectoires somme toute exceptionnelles ne doivent surtout pas masquer les conditions inhumaines qui étaient le lot des millions d'individus victimes de cette institution antique qui a sévi à travers les siècles. ♦



Appel

Bilal ibn Rabah (au sommet de la Mosquée du Prophète à Médine) était un esclave éthiopien, émancipé sur instruction de Mahomet et désigné par lui pour être le premier muezzin.

A photograph of a young man with dark skin and short hair, wearing a yellow and black horizontally striped t-shirt. He is standing in profile, looking out of a window. His hands are pressed against the wooden frame of the window. The room has blue walls with some peeling paint. Outside the window, a bright, overexposed outdoor scene is visible.

Justice En Mauritanie, Saïd, son frère et sa mère étaient détenus en esclavage par la même famille. En 2011, alors qu'il avait 13 ans, Saïd s'est enfui et des associations ont déposé plainte contre leurs anciens maîtres. Aujourd'hui âgé de 18 ans, Saïd rêve d'une carrière d'avocat pour aider les Harratines – les descendants d'esclaves et d'affranchis qui souffrent encore de cette situation dans son pays.

SEIF KOUSMATE/HANS LUCAS

LA FIN DE L'ESCLAVAGE, VRAIMENT ?

Aboli et criminalisé, le recours à la servitude reste pourtant une réalité pour 40 millions de personnes. Et, ici plus qu'ailleurs, les préjugés raciaux pèsent bien lourd. PAR LAURENT LEMIRE

L'abolition de l'esclavage autant que sa criminalisation n'entraînent pas systématiquement l'abolition de la traite. De même, l'abolition de la traite n'implique pas la fin du commerce des êtres humains. Depuis 2013, le Global Slavery Index (« Indice mondial de l'esclavage »),

présenté par la fondation australienne Walk Free Foundation, établit la liste des pays avec les taux les plus forts et les plus faibles. Dans son dernier rapport, en 2019, les dix premiers sont la Corée du Nord, l'Érythrée, le Burundi, la République centrafricaine, l'Afghanistan, la Mauritanie, le Soudan du

Sud, le Pakistan, le Cambodge et l'Iran. Si l'on excepte la dictature de Pyongyang et les réfugiés climatiques du Cambodge, contraints de quitter leurs rizières pour un travail forcé dans des usines de briques, le poids des traditions et de la religion intervient lourdement dans ces pratiques. Dans l'imposant travail comparatiste qu'il a dirigé aux éditions du Seuil (*Les Mondes de l'esclavage: une histoire comparée*), Paulin Ismard rappelle que « le recours à l'esclavage résulte toujours de stratégies particulières qui sont le résultat de configurations de pouvoirs historiquement déterminées ». Autrement dit, l'esclavage ne survient ni ne persiste par hasard.

Maures blancs et noirs

À ce titre, le cas de la Mauritanie est intéressant. C'est le dernier pays à avoir aboli l'esclavage, en 1981, et à l'avoir criminalisé par une loi, en 2007. Pourtant 90 000 personnes y vivraient en état d'« esclavage moderne », soit 2,4 % de la population. Dans ce même >>>

» collectif international, l'historienne américaine Erin Pettigrew avance que ce « post-esclavage » subsiste car légalisé par l'islam.

« Le Prophète avait légitimé l'institution, même s'il préconisait un affranchissement conditionné à la conversion à l'islam ou à la naissance d'un enfant dont le maître était le père. »

En 2012, Biram Dah Abeid, fils de parents nés en esclavage, brûle publiquement lors d'une manifestation à Nouakchott un manuel de droit

musulman qui autorise l'esclavage en Mauritanie. Si les musulmans réformateurs dénoncent cette exploitation, les traditionnalistes continuent

de la justifier par les textes sacrés, en arguant que cette institution avait été souhaitée par Allah et que sa suppression reviendrait à remettre en question la charia.

En mars 2021, l'ONG SOS Esclaves, présidé par un Mauritanien, Boubacar Oul Messaoud, a révélé qu'un homme aurait offert à son épouse une femme

noire d'une cinquantaine d'années, perpétuant ainsi la domination des « Maures blancs » sur les « Maures noirs ». L'acte fut démenti par le gouvernement mauritanien – qui considère tout faire pour éradiquer ce qu'il considère comme les séquelles d'un passé qui ne passe plus. Dans ce même collectif *Les Mondes de l'esclavage*, l'anthropologue italienne Alice Bellagamba rappelle qu'en Égypte, en Tunisie et au Maroc le terme *azzi* désigne les esclaves noirs provenant d'Afrique subsaharienne. Selon les derniers chiffres de l'Organisation internationale du travail, qui recense le travail forcé, les mariages imposés et l'exploitation sexuelle, il y aurait encore plus de 40 millions d'esclaves dans le monde, dont un quart d'enfants. ♦

UNE ABOLITION PRÉCOCE AU MALI ?

Au XIII^e siècle, Soundiata Keita fonde l'empire du Mali. Pendant son règne, il aurait fait édicter, en 1236, la « Charte du Manden » (inscrite en 2009 sur la liste du patrimoine culturel immatériel de l'humanité) : dans celle-ci, l'empereur interdisait de mettre en esclavage les captifs étrangers acquis par la guerre ou la razzia. Néanmoins, on sait que le Mali ancien était esclavagiste. Cette charte transmise oralement et transcrite en... 1998 a peut-être été (trop) réinterprétée, notamment après la décolonisation des pays africains.

LUC PUY



Et demain ? En 2005, des filles touareg assistent à une cérémonie où leur chef nie l'existence de l'esclavage au Niger. Pourtant, selon Anti-Slavery International, jusqu'à 43 000 esclaves au Niger effectuent un travail épuisant, sans salaire et en étant soumis à des abus physiques et sexuels.

À LA RECHERCHE DES DESCENDANTS D'ESCLAVES

Des musulmans craignent que les imams noirs ne puissent exaucer leurs prières à cause de leur couleur de peau, synonyme d'esclavage. Radiographie de clichés, qui commencent à être débattus et combattus. PAR SALAH TRABELSI



De souche ? Le président égyptien Anouar el-Sadate, assassiné en 1981, a été dénoncé comme un « étranger » dans son pays en raison de sa couleur de peau, considérée comme trop sombre.

Il n'est pas facile d'établir de manière exacte le pourcentage de Noirs dans la population totale des pays arabes. Cela s'explique par plusieurs raisons politiques, et surtout par l'absence de recensement prenant en compte les critères de couleur, d'ethnie, de religion. Des estimations avancées en 1979 donnent des chiffres oscillant entre 6 et 8 %; d'autres proposent 10 à 12 %. Malgré leur caractère incomplet et parcellaire, ces données aident à esquisser une fourchette approximative, qui va de 25 à 30 millions d'individus qui seraient franchement de tonalité noire. À titre d'exemple, la population noire de Tunisie avait été

estimée en 1848 (juste après l'abolition) à 167 000 individus pour une population globale de deux millions. Une enquête plus récente, menée en Algérie en 1979, établissait, pour ce pays, la présence d'un million de Noirs sur un total de 17 millions d'habitants. Ces estimations relatives masquent en fait des nuances très disparates, concernant la gamme des couleurs, les origines multiples de ces groupes et leur répartition géographique actuelle. La situation varie grandement d'un pays à l'autre en raison de l'importance des diasporas et de leur histoire. De manière générale, ces populations se déploient sur un arc qui englobe

l'Irak, la péninsule Arabique, les pays du Golfe, la Syrie, la Palestine, Israël, la Jordanie, l'Égypte, le Soudan, la Libye, la Tunisie, l'Algérie, le Maroc et la Mauritanie. Ce dernier pays se singularise par une très forte densité des groupes de descendants d'esclaves et d'affranchis, communément connus sous le nom de « Harratines ».

Villages d'esclaves

À ceux-là se superpose une autre catégorie sociale tenue encore aujourd'hui dans des conditions obscures d'esclavage – et ce, en dépit des abolitions officielles. Une bonne partie des minorités de couleur résident dans les régions méridionales et oasiennes. C'est la raison pour laquelle, de nos jours, on voit au Maghreb une très forte concentration de familles d'origine africaine dans les villes et dans les palmeraies du Sud, par exemple en Tunisie (à Gabès, Kébili, Djerba, Médénine, Tozeur...), où des villages entiers sont majoritairement habités par des descendants d'esclaves.

On retrouve une situation similaire au Maroc ou en Algérie. Pour l'Algérie comme pour la Libye – et le reste des pays arabes producteurs de pétrole –, l'attrait de meilleures conditions de travail et rémunérations s'est traduit par le déplacement d'une grande partie d'entre eux vers les chantiers d'extraction des hydrocarbures. Il est en tout cas bien difficile de mesurer >>>



GUY LE QUERREC/MAGNUM PHOTOS

» précisément la proportion de ceux qui appartiennent véritablement aux minorités issues de l'esclavage. Bien évidemment, tous les Noirs ne sont pas d'origine servile.

À ces difficultés d'ordre statistique, il faut en ajouter d'autres. L'écrasante majorité des habitants du Maghreb et d'Égypte, deux espaces éminemment africains, affirment en effet être « blancs » et de souche arabe. Dès lors, l'arabité est revendiquée comme identité « biologique » et nationale. Or nul besoin d'être fin scrutateur pour se rendre compte de la complexité et de l'extrême variété des apparences phénotypiques des Arabes. Un des exemples marquants de cette naturalisation des identités, sous le prisme de la couleur, est illustré par les accusations portées contre le président égyptien Anouar el-Sadate (1918-1981). Ses détracteurs, méprisant sa peau sombre, le décriaient comme un « Soudanais », étranger à la nation égyptienne.

Échos Au Maroc, on désigne sous le terme *gnawa* tous les Noirs présumés anciens esclaves – même si les confréries musicales qui portent ce nom regroupent des individus de toute origine.

Les mêmes griefs ont été récemment portés, en France et dans certains pays arabes, contre des imams noirs. Certains fidèles ont ainsi exprimé leur crainte de voir leurs prières non exaucées du fait de leur couleur de peau. Cette référence obsessionnelle à une sorte de « blancheur » et d'arabité héréditaire trace de facto une ligne de démarcation, établissant les identités sur une base délétère de « race » et de couleur. Les exemples précités offrent des clés pertinentes pour cerner le poids des clichés et des violences sociales. En réduisant les Noirs à leur apparence physique, ils montrent les dérives d'une dissociation névrotique des identités nationales. Pourtant, les traits

les plus marquants des communautés noires sont surtout liés à la richesse de leur culture, des techniques architecturales et agrohydrauliques, des arts, de la musique et du chant élevés par endroits au rang de trésor patrimonial. Mais ces richesses ont été ensevelies, durant de nombreuses décennies, sous le poids du silence.

Aujourd'hui, des changements consécutifs aux « printemps arabes » ont permis l'émergence de débats et de forums sur la mémoire et l'héritage matériel et immatériel de l'esclavage. De nombreuses associations viennent ainsi de voir le jour à Bahreïn, au Maroc, en Tunisie, en Irak, en Algérie, au Soudan, etc. Et elles sont souvent animées par des jeunes femmes qui luttent pour l'égalité, la fin du racisme et des violences qui font obstacle à l'accès à l'égalité et à la dignité citoyenne. ♦

À lire : *Les Mondes de l'esclavage : une histoire comparée*, sous la direction de Paulin Ismard (Seuil, 2021, 896 p., 29,90 euros).

En résumé



PAR ALECOS PAPADATOS Écrivain et illustrateur de BD, on lui doit *Logicomix* (Vuibert, 2010, rééd. 2018), un livre devenu culte sur l'histoire des mathématiques.

